



300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 2949 - LUNDI 26 JUIN 2017

RAPATRIEMENT DU CORPS D'ÉTIENNE TSHISEKEDI

Félix Tshisekedi : « Le pouvoir a très peur »

D'après le Secrétaire général adjoint de l'UDPS et fils biologique de feu Étienne Tshisekedi, Félix Tshisekedi, qui intervenait vendredi 23 juin sur France 24, le rapatriement en RDC du corps de l'opposant historique, décédé le 1er février à Bruxelles, serait bloqué pour des raisons politiques. Il estime que le pouvoir redouterait un soulèvement populaire que pourrait provoquer le rapatriement du corps de l'illustre disparu. Félix assure cependant que la prio-

rité pour l'UDPS est d'organiser un hommage mérité à son défunt président et « pas faire autre chose ». Et d'ajouter que tout est aujourd'hui bloqué à cause d'un petit détail. Seul le gouvernement, a-t-il dit, tarde à signer le communiqué conjoint relatif aux funérailles du « Sphinx » de Limete alors que l'initiative de réunir les représentants du parti et de la famille en vue d'un compromis est venue de lui.

Page 2

MISE EN ŒUVRE INTÉGRALE DE L'ACCORD DU 31 DÉCEMBRE

Le coup de gueule des évêques catholiques !

« Le pays va très mal. Debout, Congolais! Décembre 2017 approche », tel est l'intitulé de la déclaration ayant sanctionné les travaux de la cinquante quatrième session ordinaire de la Conférence épiscopale nationale du Congo tenue du 19 au 23 juin à Kinshasa. Un accent appuyé avait été mis sur l'accord du 31 décembre dont la mise en œuvre intégrale constituerait, pour les évêques catholiques,

une des voies de sortie à la crise dans laquelle patauge le pays. Tout en réclamant la tenue des élections présidentielle, législatives et provinciales avant le 31 décembre 2017 tel que le prévoit l'accord du 31 décembre 2016, les évêques catholiques exhortent les parties prenantes à assumer pleinement leurs responsabilités de bonne foi et par amour pour la patrie. Page 3



Les évêques catholiques montent au créneau

DENIS SASSOU N'GUESSO SUR TV5 MONDE:

«L'Afrique, le climat, les migrants...»

Dans l'interview qu'il a accordée à TV5 Monde vendredi, diffusée hier et avant-hier, le président Denis Sassou N'Gouesso aborde avec Denise Epoté, diverses questions de l'actualité nationale et internationale. Sur la situation dans le département du Pool, le chef de l'Etat parle de l'assistance aux personnes déplacées du fait des violences créées par Frédéric Bintsamou. « Ntoumi et ses adeptes répondront un jour de leurs actes », insiste le président de la République qui concède que ce dernier est toujours recherché par la force publique.

Les élections législatives et locales du 16 juillet et l'engouement chez les jeunes, le boycott annoncé d'une partie de l'opposition, le changement climatique et l'engagement du Congo à travers la création du Fonds Bleu pour le Bassin du Congo, la crise libyenne, la vague des migrants africains en Europe et les conséquences qui en découlent sont autant de repères sur lesquels le chef de l'Etat



s'est exprimé au cours de cette interview. Sur la dernière question, sans renier la part de responsabilité des dirigeants africains, Denis Sassou N'Gouesso souligne que ceux qui ont dominé l'Afrique pendant des siècles ont aussi la leur indéniable.

Page 10

VIOLENCES À BÉNI ET AU KASAÏ

Quatre artistes arrêtés à Goma alors qu'ils exprimaient leur ras-le-bol

Ces artistes ont voulu à leur manière, et par ce qu'ils savent faire le mieux, à savoir la peinture, exprimer leur ras-le-bol par rapport à la situation sécuritaire de la ville de Béni et du Kasai, objets des massacres à répétition. Alors qu'ils manifestaient en plein centre de Goma en présentant un spectacle tendant à restituer les faits pour interpeller les autorités, Benoit Mugabo et ses amis ont été pris par la police de la mairie puis acheminés au parquet de Goma pour être auditionnés.

Des sources policières ont expliqué que les quatre artistes-peintres ont été arrêtés simplement parce qu'ils manifestaient sur la place publique sans autorisation des autorités de la municipalité.

Page 6

MUSIQUE

Kalama s'en est allé

L'artiste musicien Kalama Ilunga Jean, mieux connu sous le nom de scène de Kalama Soul, est décédé à Paris le mardi 20 juin à 1h40, à en croire des sources concordantes. Nouvelle triste et bouleversante pour l'art congolais au regard des dons multiples dont regorgeait cet artiste hors pair. Page 8



ÉDITORIAL

Parler vrai !

Il y a tout juste huit ans paraissait un livre - « Parler vrai pour l'Afrique » - dans lequel Denis Sassou N'Guesso dessinait ce que serait demain, donc aujourd'hui, l'Afrique et soulignait le rôle que le Congo, notre Congo, devrait jouer dans son émergence (1). Evoquant les mille et un problèmes que notre continent doit résoudre s'il veut assurer à ses peuples la paix, la sécurité, le progrès auxquels ils aspirent, il soulignait, page après page, l'importance que revêtira la prise en mains de leur destin après des siècles d'asservissement par des puissances extérieures. Et, tout naturellement, il appelait ses pairs à agir dans ce sens.

Celles et ceux, très nombreux semble-t-il, qui ont regardé, écouté pendant le week-end qui vient de s'achever le long entretien que le président du Congo a accordé à Denise Epoté, pour la chaîne de télévision TV5 Monde, ont pu constater que Denis Sassou N'Guesso, non seulement n'a pas changé le regard qu'il porte sur l'Afrique en devenant mais entend bien contribuer activement à l'accélération du processus d'émergence en cours. Alors que s'achève chez nous la modernisation des institutions de la Nouvelle République avec le double scrutin législatif et local qui doit se dérouler dans un peu moins d'un mois, il appelle ses pairs à agir pour libérer le continent des entraves qui en ralentissent la transformation.

Au moment même où une crise profonde secoue les Etats-Unis d'Amérique et l'Europe, où les violences en Libye, dans la région du Sahel, au Proche et au Moyen Orient provoquent une vague d'immigration du Sud vers le Nord dont le coût humain est insupportable, le président du Congo ose dire la vérité telle qu'elle est, sans faux semblant. A l'hypocrisie des nations riches qui refusent de reconnaître leur responsabilité dans ces drames, il oppose la vision réaliste et dépassionnée qui a conduit ses pairs à lui confier la mission de restaurer la paix en Libye et en Centrafrique. Et il lance un message d'espoir que chacun doit entendre.

Parler vrai pour l'Afrique est plus que jamais une nécessité si nous voulons que les générations présentes et à venir y vivent en bonne intelligence. Soyons reconnaissants à la plus haute autorité du Congo d'oser le faire dans le moment très particulier et très dangereux que vit aujourd'hui l'Afrique.

Le Courier de Kinshasa

(1) Denis Sassou N'Guesso : « Parler vrai pour l'Afrique. Entretiens avec Edouard Dor. Avant-propos de Nelson Mandela ». Editions Michel Lafon, mai 2009.

RAPATRIEMENT DU CORPS D'ÉTIENNE TSHISEKEDI

« Le pouvoir a très peur »

Invité de France 24, le président du Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement, Félix Tshisekedi, assure cependant que sa priorité est d'organiser un hommage à feu son illustre père.

Très dur dans ses propos tout en laissant transparaître sa détermination à en découdre avec le régime en place d'ici décembre 2017, tel est le trait de caractère développé par Félix Tshisekedi lors de son intervention vendredi 23 juin sur France 24. Connue pour son franc parler qui n'est pas sans rappeler celui de son défunt

ment la responsabilité de cette déconvenue.

« *Le pouvoir a très peur du rapatriement du corps d'Étienne Tshisekedi. Ils se sont dit dans la tête que le peuple va profiter de l'occasion pour mettre fin au régime* », a-t-il asséné, sans ambages, expliquant que tout est bloqué aujourd'hui à cause d'un petit détail aux allures anodines, « *un problème de communiqué* ». Seul le gouvernement, a-t-il laissé entendre, tarde à signer le communiqué conjoint relatif aux funérailles du Sphinx de Limete alors que l'initiative de réunir les représentants du parti et de la famille en vue d'un compromis



Félix Tshisekedi

père dont le corps continu à être gardé dans un funérarium à Bruxelles, six mois après son décès, sans espoir d'un rapatriement à court terme, l'homme n'a pas raté l'occasion pour déverser sa bile sur le régime. C'est donc un Félix Tshisekedi visiblement excédé par tout le scénario concocté autour du rapatriement sans cesse avorté de la dépouille de son défunt père qui s'est prêté au micro de France 24 allant jusqu'à imputer au gouverne-

ment de lui. Le fait que le gouvernement refuse d'apposer sa signature au bas dudit document laisserait entrevoir dans son chef un manque de volonté de s'impliquer réellement dans l'organisation des obsèques, se convaincant Félix Tshisekedi. « *Le gouvernement est totalement absent dans ce processus. Nous sommes à bout de patience* », a-t-il déclaré.

Face à ce qu'il considère comme une manœuvre dila-

toire tendant à empêcher l'arrivée dans les meilleurs délais du corps d'Étienne Tshisekedi, il met cependant un bémol en disant que la priorité de l'UDPS pour l'heure est de rendre un hommage mérité au « *lider maximo* » et de ne pas faire autre chose. Mais en cas d'obstination du pouvoir à remettre toujours aux jours meilleurs l'enterrement d'Étienne Tshisekedi, il n'exclut pas l'idée de contourner l'impasse. Et d'indiquer que l'UDPS pourrait passer outre les avis du gouvernement, étant entendu que le lieu de sépulture, en l'occurrence le domaine familiale à la Nsele est déjà connu. « *Nous sommes déterminés à ramener le corps* », a-t-il martelé.

Si jusque-là l'UDPS et la famille biologique du défunt s'étaient mises à la disposition du gouvernement, c'est parce que ce dernier avait manifesté son intention de s'occuper des obsèques, a-t-il expliqué. « *Nous ne voyons rien venir* », a-t-il ajouté. Face à ce qui paraît comme un rétropédalage de l'exécutif national sur ce dossier, Félix et ses amis envisagent désormais de se passer de l'accompagnement du gouvernement dans l'organisation des obsèques. Une réunion du directoire du parti élargie à la famille biologique est attendue dans les prochains jours pour affiner les stratégies appropriées quant à ce.

Parlant de l'accord de la Saint-Sylvestre, il a laissé entendre qu'il a été vidé de sa substance et que la seule manière de mettre fin à tous les subterfuges liés à la prolongation du mandat présidentiel est de mobiliser le souverain primaire par la voie pacifique et démocratique en vue d'obtenir l'alternance tant recherchée.

Alain Diasso

ADIAC

Le courrier de Kinshasa, une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni MAssela
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bobe
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kalonji
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, Avenue du port, immeuble Forescom, 1er niveau, commune de la Gombe - Kinshasa / RDC
Tél. (+243) 015 166 200

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI

Meryll Mezath (Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE
Rédacteur en chef : Faustin Akono

Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION**Coordnatrice, Relations publiques**

Adrienne Londole
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna

Commercial Pointe-Noire

Méline Eta Anto
Diffusion de Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maoakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moumbélé Ngonu

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Assistante : Sylvia Adhdas

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

MISE EN ŒUVRE INTÉGRALE DE L'ACCORD DU 31 DÉCEMBRE

Le coup de gueule des évêques catholiques !

Dans un message rendu public le 23 juin, les évêques ont peint un tableau sombre de la situation politique, économique, sociale et sécuritaire du pays.

Restés en marge de la vie politique du pays en adoptant un profil bas après avoir remis au chef de

session ordinaire de la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cénc) tenue du 19 au 23 juin à Kinshasa. L'occasion était propice pour les prélats catholiques de passer en revue la situation socio-politique du pays et d'en tirer les enseignements nécessaires. « Le pays va très mal. Debout, Congo-

de l'accord du 31 décembre. Cette déclaration musclée lue par l'abbé Donatien Nshole est une sorte d'exhortation faite aux politiques priés de mettre en œuvre l'accord de la Saint-Sylvestre qui contiendrait, selon les évêques, des pistes de solution à la sortie de crise dans laquelle patauge le pays.

la tenue d'élections libres, démocratiques et apaisées. Et de noter que « les prétendues solutions mises en place ne contribuent pas à la cohésion nationale ». Bien au contraire, avertit la Cénc, « elles risquent de hâter l'implosion de notre pays ». Les évêques catholiques restent

voie de sortie pacifique de la crise actuelle. Aussi exhortent-ils les parties prenantes à l'Accord à assumer pleinement leurs responsabilités de bonne foi et par amour pour la patrie. Plus loin dans leur déclaration, ils s'insurgent contre l'émergence d'une certaine aristocratie à la congolaise ayant une mainmise sur les ressources nationales au détriment de la grande masse obligée de se contenter du peu. « Une minorité de concitoyens a décidé de prendre en otage la vie des millions de Congolais. C'est inacceptable! Nous devons prendre en main notre destin commun », ont-ils asséné tout en invitant le commun des Congolais à ne pas céder ni à la peur, ni au fatalisme.

Abordant le dossier sécuritaire du pays, ils ont stigmatisé l'insécurité quasi généralisée qui gangrène actuellement l'ensemble du territoire national en épinglant notamment le dossier Kasai. Sur ce dossier, les évêques ont condamné les violences perpétrées dans la région et exigé la mise sur pied d'une enquête « sérieuse et objective » pour établir les responsabilités.

Après neuf mois de conflit, les prélats disent avoir été informés de plus ou moins 3.383 morts, trente fosses communes, plus d'un million de déplacés internes et trente mille en Angola. Pour la Cénc, la situation sécuritaire au pays demeure toujours incertaine nonobstant les efforts déployés conjointement par la Monusco et les Fardc pour tenter de restaurer la paix partout où elle est constamment menacée.

Alain Diasso



Des évêques catholiques

l'Etat les conclusions de leur facilitation au dialogue du Centre interdiocésain, les évêques catholiques ont de nouveau retrouvé la voix à la faveur de la cinquante quatrième

lais! Décembre 2017 approche », tel est l'intitulé de la déclaration ayant sanctionné leurs travaux, lesquels travaux ont mis un accent appuyé sur l'application intégrale

La Cénc fustige ainsi la tendance de certains acteurs politiques qui s'évertuent, via des stratégies bien pensées, à vider ledit accord de son contenu, hypothéquant ainsi

d'avis que la tenue des élections présidentielle, législatives et provinciales avant la 31 décembre 2017, tel que le prévoit l'accord du 31 décembre 2016, est l'unique

CONFLITS DANS LE KASAI

Les déplacements de populations se poursuivent

Le dernier rapport de situation cité par le Bureau de l'ONU pour la coordination de l'aide humanitaire (Ocha) a rapporté 55 940 nouveaux déplacés internes.

Dans le septième rapport de situation sur l'urgence com-

plexe dans la région du Kasai publié le 22 juin 2017, Ocha a noté la poursuite des déplacements de populations causés par les conflits qui sévissent dans cette partie de la RDC depuis plusieurs mois déjà. L'agence onusienne a relevé 55 940 nouveaux déplacés inter-

nes rapportés depuis le dernier rapport de situation. Il s'agit, à l'en croire, de personnes enregistrées par les comités permanents des cinq communes de la ville de Tshikapa.

Ocha a souligné qu'il y a également d'autres alertes concernant des déplacements (no-

tamment dans la Province du Kwilu) ou des mouvements de retour (dans la ville de Kananga). Mais, a prévenu ce bureau, le suivi de ces informations est en cours.

Des Congolais réfugiés en Angola

Ocha, citant le haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), a également retenu que le nombre de Congolais ayant fui la région des Kasai pour se réfugier en Angola est maintenant de 30 mille personnes, soit une augmentation de 6 500 personnes en moins d'un mois.

La situation de la protection reste alarmante

Ocha a, par ailleurs, noté que 500 filles et garçons sont utilisés comme combattants ou boucliers humains par des milices dans cette région. Citant les résultats d'une mission d'évaluation du sous-cluster, Violences basées sur le genre, dans les provinces du Kasai et

Kasai Oriental (du 26 mai au 2 juin), le bureau onusien a fait observer que 600 cas de VBG – principalement des viols – ont été rapportés depuis le début de la crise en août 2016. Alors que de janvier à mai 2017, l'Unicef et ses partenaires ont permis la libération de 474 enfants associés aux milices et détenus dans la prison de Kananga. « Les enfants sont parmi les principales victimes des violences, exposés à des risques de blessures ou de décès au combat. 150 mille enfants en âge de fréquenter l'école primaire sont privés d'accès à l'éducation dans la Province Kasai Central, à la suite de la destruction de 639 écoles par des attaques », a également révélé Ocha, citant l'Unicef. L'agence onusienne a, par ailleurs, averti que malgré une accalmie sécuritaire dans plusieurs zones grâce au déploiement des Fardc qui a permis de circonscrire le conflit, plusieurs poches de violences persistent et limitent l'accès humanitaire.

Lucien Dianzenza



Distribution de repas aux réfugiés du Kasai/photo des tiers

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
MINISTRE DES FINANCES



*Direction Générale des Recettes Administratives,
Judiciaires, Domaniales et de Participations*

Le Directeur Général



Kinshasa, le 22 JUIN 2017

N° 2868/DGRAD/DG/2017

AVIS D'APPEL D'OFFRES (AAO)

DGRAD

AOI/002SDGRAD-CGPMP/2017

1. Le présent avis d'appel d'offres fait suite au plan de passation des marchés publié sur le site de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics.
2. La DGRAD a prévu dans le cadre de la rétrocession lui concédée par le Trésor Public une quotité pour son fonctionnement et à l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour l'acquisition des véhicules de fonction en faveur de ses cadres de direction.
3. La cellule de Gestion des projets et des Marchés Publics de la DGRAD lance un **Appel d'Offres International**. A cet effet, il sollicite des offres sous pli fermé de la part des candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour fournir des véhicules à ses services à Kinshasa. Le marché est à lot unique et peut être attribué à un seul fournisseur (personne morale et/ou physique) et/ou à un groupement solidaire des entreprises.
4. La passation du Marché sera conduite par Appel d'Offres ouvert international tel que défini dans la loi n° 10/010 du 27 avril 2010 relative aux marchés publics, à tous les candidats éligibles.
5. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de la Cellule de Gestion des projets et des Marchés Publics de la DGRAD et prendre connaissance des documents d'Appels d'offres à l'adresse mentionnée ci-après : Boulevard TSHATSHI, en face de la Banque Centrale du Congo, Kinshasa/Gombe du lundi au vendredi de 9h à 15h30 au bureau du chef de Division des Services Généraux, Direction de l'Administration des Services Généraux, 3ème porte à gauche, téléphone +243976222353, dgdgrad@gmail.com
6. La sélection des fournisseurs se fera sur base des critères de qualifications suivants :
 - a. Les documents attestant que le candidat satisfait à ses obligations en matière d'impôt, taxes et cotisations sociales
 - b. Bilan et comptes d'exploitation certifiés de trois dernières années (2013, 2014 et 2015).
 - c. Justifier d'un chiffre d'affaires moyen égal au moins au double du montant de son offre
 - d. Etre un concessionnaire des véhicules automobiles agréé et opérationnel depuis au moins cinq (5) ans
 - e. Prouver documents à l'appui que les véhicules proposés disposent d'un service après-vente opérationnel à Kinshasa.
 - f. Fournir des preuves écrites que les fournitures que le candidat propose sont conformes aux spécifications techniques indiquées dans le présent dossier d'appel d'offres.
 Une marge de préférence de **quinze pourcent (15%)** sera appliquée à certaines fournitures fabriquées dans les Etats membres du COMESA aux candidats éligibles.
- g. Autorisation du fabricant.
7. Les candidats intéressés peuvent obtenir, après paiement d'un montant non remboursable de 350.000 CDF, moyennant note de perception, un dossier d'Appel d'offres complet en français à l'adresse mentionnée ci-haut.
8. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-haut au plus tard le **jeudi 27 juillet 2017 à 13 heures locales**. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront offertes en présence des représentants des candidats présents à l'adresse ci-haut le jeudi 27 juillet 2017 à 13 heures 30 locales. Les offres doivent comprendre une garantie d'offre bancaire de 1% du prix de l'offre. Les offres devront demeurer valides pendant une durée de 90 jours à compter de la date limite de soumission.

Fait à Kinshasa, le 22 juin 2017

Maguy SAMBI KIKUTWE

SECTEUR BANCAIRE

Pas de mesures contraignantes sur les transactions en dollars USD

L'Association congolaise des banques (ACB) est montée récemment au créneau pour démentir une quelconque mesure américaine interdisant aux banques européennes de mener des opérations en dollars USD avec les banques congolaises. Au moins 80 % des opérations quotidiennes du secteur bancaire se font en devises américaines. Par ailleurs, la majorité des dépôts, soit 80 % exactement, se fait également en devises américaines. On estime même les fonds d'entreprises et des particuliers en dépôts à terme dans les banques congolaises à plusieurs centaines de millions de dollars. Quant aux 20 % restants des dépôts, ils sont partagés traditionnellement entre l'euro et le franc congolais.

La nouvelle des restrictions officielles américaines avant le démenti de l'ACB a contribué à créer une situation de malaise général. « Les seules dispositions qui existent et qui sont respectées par les banques congolaises concernent les normes et exigences du fait de la détention et de l'utilisation du dollar américain en cas de sanctions ». Mais la menace reste malgré tout réelle pour le secteur bancaire. Interrogé par la rédaction sous couvert d'anonymat, un banquier précise que les banques américaines représentent des partenaires stratégiques incontournables pour les transactions en dollars américains entre différentes banques. « Il faut que l'argent rentre d'abord aux États-Unis pour la compensation qui se fait là-bas et pas dans notre pays », renchérit-il. Une situation critique se présente dans les relations avec les banques correspondantes qui ne veulent plus servir de chambre de compensation. Selon les révélé-

lations de l'ACB, « les grandes banques internationales ont décidé de clôturer les comptes des banques commerciales congolaises dans leurs livres. D'autres restreignent fortement le volume des opérations et la livraison du numéraire ».

D'importants enjeux se posent à ce stade. En effet, l'essentiel de ces transactions financières continue de se faire en dollars américains, même si le Gouvernement a marqué quelques points dans son projet de « dé-dollarisation » dans plusieurs domaines dont dans les paiements des factures de l'État, l'affichage des prix des produits manufacturés importés etc. Dans le secteur bancaire particulièrement, plusieurs mesures plutôt impopulaires ont été arrêtées également dans le même cadre, sans produire les effets escomptés.

« Dédollarisation »

La route est encore longue pour imposer le franc congolais comme monnaie de référence à cause de son instabilité, avec

un taux atteignant actuellement la barre fatidique des 1 500 pour un dollar. En 2016, la monnaie nationale s'est dépréciée de 20 % face au dollar américain. Et la tendance s'est poursuivie au premier semestre 2017. Les conséquences sont réelles sur le secteur bancaire. Beaucoup ignorent par exemple que les différentes rubriques des fonds propres des banques sont libellées en dollar, et le capital minimum en franc congolais valorisé en une contre-valeur dollar au moment de la constitution de la banque. Conformément à la réglementation en la matière, il s'agit d'une valeur intangible. À chaque dépréciation, les banques sont contraintes de reconstituer, en monnaie nationale, la valeur initiale. Comme l'a confirmé l'ACB, « la majorité des banques, si pas toutes les banques, ont constitué une provision pour reconstitution du capital qui va rogner le résultat ». La solution devrait intégrer nécessairement

un effort de libeller le capital en franc congolais, sans une quelconque référence à une contre-valeur en dollar. Le même exercice doit être réalisé pour les fonds propres de la banque. À moins que l'autorité monétaire ne décide finalement de « dollariser » le tout. Une évidence pas prête de se réaliser car la dernière Instruction 14 de la Banque centrale du Congo renforce justement le ratio de solvabilité et le capital minimum désormais porté désormais à la contre-valeur de 30 millions de dollars américains USD.

Incertitude

Une telle situation contribue à freiner l'investissement financier et la recapitalisation indispensable pour la viabilité du système bancaire congolais. Ce dernier doit s'endetter également pour trouver les francs nécessaires pour couvrir la réserve obligatoire sur les avoirs en dollars. L'ACB parle d'une ponction de l'ordre de 120 milliards de FC suite à la modification des coefficients intervenue en novembre 2016. La plupart des banques ont une liquidité limitée en franc congolais et doivent recourir systématiquement à un refinancement plutôt contrai-

gnant. Pour les banques qui détiennent des fonds propres en monnaie nationale, elles voient la valeur de ceux-ci s'effondrer suite à la dépréciation. « Dans les deux cas, les fonds propres en dollar ou en franc congolais, nous sommes perdants », martèle l'ACB. Il faut signaler que les montants logés dans la réserve obligatoire représentent plus de la moitié des fonds propres consolidés des banques.

D'une manière générale, l'économie congolaise reste profondément « dollarisée ». Selon l'ACB, notre économie n'a pas les fondements et n'est pas prête à n'utiliser que sa seule monnaie nationale pour les transactions commerciales. Dans le secteur bancaire, le total de bilan des banques est constitué à 80 % des ressources en dollars. Pour l'avenir, le système bancaire aura grandement besoin d'une stratégie nouvelle de développement. Au-delà des défis liés à l'extension des réseaux bancaires et la défiscalisation, l'enjeu autour de la dollarisation ou dédollarisation reste mineure par rapport à d'autres dangers plus immédiats dont la part importante de l'informel et la fuite des capitaux.

Laurent Essolomwa

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



* CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



TSHOPO

Des équipements sportifs aux équipes de Kisangani

Le don du ministre national chargé de l'EPSP, Gaston Musemena, aux équipes du chef-lieu de la province de la Tshopo est composé de vareuses, bas et ballons.

Après avoir clôturé, le 22 juin, la session ordinaire de l'examen d'État édition 2017, le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel (Epsp), Gaston Musemena Bongala, qui poursuit son séjour à Kisangani a remis, le matin 23 juin, des équipements sportifs aux deux équipes populaires du chef-lieu de la province de la Tshopo. Il s'agit du Tout solide (TS) Malekesa et l'Association sportive (AS) Nika. Ce geste du ministre Gaston Musemena, qui très engagé dans les activités sportives, est

une façon pour lui de soutenir les deux équipes de sa province.

Un geste apprécié par les bénéficiaires

Le rapporteur adjoint de l'Assemblée provinciale de la Tshopo, Soleil Mosindo, a remercié le ministre de l'EPSP pour cette action de promotion du football dans cette province. Le député provincial a profité de cette circonstance pour exhorter, de ce fait, tous les sportifs de sa province à soutenir le chef de l'État, Joseph Kabila, pour le choix porté à l'un des ressortissants de la Tshopo à qui il a, par ailleurs, confié la responsabilité de gérer l'enseignement de base dans tout le pays. L'occasion lui a également per-



Remise d'équipements aux équipes

mis de lancer un appel à l'enrôlement massif de la population de cette province en vue, a-t-il dit, d'augmenter le quota de la Tshopo dans les assemblées.

Le président du TS Malekesa a, quant à lui, loué ce « geste rare » posé par le ministre Gaston Musemena qui, selon lui, doit être encouragé. Cette remise d'équipements sportifs, note-t-on, est intervenue quelques heures avant son départ pour Ubundu, son territoire d'origine où il avait prévu de s'enrôler. Ministre de l'EPSP, haut cadre du PPRD, Gaston Musemena est à son deuxième mandat de député national dans cette circonscription électorale qui l'a adopté.

Lucien Dianzenza

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET NUMÉRIQUE SÉRIGRAPHIE PELLICULAGE DOS CARRÉ COLLÉ CONCEPTION GRAPHIQUE



UNE LARGE GAMME DE PRODUITS



Journaux



Chemises à rabat

Magazines



Cartes de visite



Dépliants



Livres



Calendriers



Flyers, Affiches

PRESSE

Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels
Numéros spéciaux...

OFFSET

Chemises à rabat
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317

imp.bc@adiac-congo.com

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo

NORD-KIVU

Quatre artistes-peintres arrêtés lors d'une manifestation à Goma

Quatre artistes-peintres, dont les visages étaient enduits de peinture rouge, ont été arrêtés vendredi à Goma, ville de l'est de la République démocratique du Congo, au moment où ils manifestaient contre les massacres à répétition à Beni et au Kasai, a-t-on appris de sources concordantes.

Ces jeunes peintres portaient sur eux des croix portant des mentions «Kasai» et «Beni» et s'étaient allongés sur le trottoir près d'un carrefour très fréquenté de Goma, capitale du Nord-Kivu, sans bouger, ni parler les yeux fermés comme des morts, attirant la curiosité de nombreux passants. «Nous avons arrêté ces quatre artistes-peintres parce qu'ils manifestaient sur la place publique sans autorisation des autorités de la municipalité», a déclaré sous couvert de l'anonymat à l'AFP un officier de la police.

Au parquet, un magistrat a confirmé sous couvert de l'anonymat à l'AFP que «quatre artistes-peintres avaient été interrogés dans la journée par un magistrat parce qu'ils ont été arrêtés pendant qu'ils manifestaient illégalement, troublant l'ordre public». Dans un communiqué, le mouvement des jeunes indignés basé à Goma Lutte pour le changement (Lucha) écrit que «l'action artistique et non violente de ces jeunes plasticiens se déroulait sur une place publique mais sans faire aucune obstruction à la circulation, quand la police a surgi, embarqué quatre des artistes, pour les emmener manu militari à la mairie de Goma».

Jusqu'à-là, ces jeunes sont toujours détenus au parquet de grande instance de Goma. La ville et le territoire de Beni sont situés dans le nord de la province troublée du Nord-Kivu.

Depuis octobre 2014, plusieurs centaines des personnes y ont été tuées dans une série de massacres attribués aux Forces démocratiques alliées (ADF), une rébellion musulmane ougandaise présente en RDC. Dans le centre de la RDC, le Grand Kasai est en proie à des violences entre une rébellion et les forces de sécurité ayant causé la mort d'au moins 3.000 personnes, selon l'Église catholique. L'ONU parle de 42 fosses communes.

En septembre 2016, les autorités de plusieurs provinces de RDC, notamment du Nord-Kivu, avaient officiellement interdit toute manifestation publique à caractère politique. Cette mesure n'a jamais été levée. Âgé de 46 ans, M. Kabila a succédé à son père en janvier 2001. Élu président en 2006, il a été réélu en 2011, lors d'un scrutin entaché de fraudes massives. Son mandat s'est achevé en décembre et la Constitution lui interdit de se représenter.

Son maintien à la tête du pays a aggravé la crise politique que traverse le pays.

DIVISION 1/PLAY-OFF

V.Club domine Renaissance du Congo et rejoint Mazembe et DCMP en tête

La victoire de V.Club s'est dessinée très tard, à une minute de la fin du temps réglementaire, face à une équipe coriace du FC Renaissance du Congo qui a été d'ailleurs la première à ouvrir la marque. Taggy Etekiama, surnommé « Etuta ekota », a été le principal bourreau des Renais.

L'AS V.Club est venu à bout du FC Renaissance du Congo dans le cadre de la 12e journée du Play-Off de la 22e édition du championnat national de football -Division 1-. Deux buts à un, c'était le score de cette partie très disputée et d'une forte intensité. Pour ce choc de la 12e journée, l'entraîneur ivoirien François Guei du FC Renaissance du Congo a placé Héritier Nke dans les perches. Inonga, Nzungu, Djuma Shabani, Christian Ngimbi, Okito Kazadi, Rashidi Asumani, le Brésilien Wanderley Silva, le Camerounais Ayuk, le Malien Lamine Diawara et Ange Kakubi ont été dans le champ. Pour sa part, le coach Florent Ibenge a titularisé le portier camerounais Nelson Lukong, et dans le champ, Glody Ngonda, Ruddy Makwekwe, l'Équato-Guinéen Francisco Ondo, Dido Bafola, Padou Bompunga, Yannick Bangala, le Malien Omar Sidibe, Mbemba, Muzungu et Taggy Etekiama.

Le club a rapidement ouvert la marque dès la deuxième minute par Lamine Diawara sur une contre-attaque savamment menée. Dès cet instant, les deux équipes ne pouvaient plus s'observer. V.Club a commencé à courir derrière le score, évoluant dans la moitié de terrain de Renaissance du Congo. Et sur une astucieuse balle arrêtée de Sidibe qui met la balle juste au-dessus du mur de Renaissance, Etekiama se retrouve seul devant le portier Héritier Nke pour égaliser tranquillement à la 14e minute de jeu. À la fin de la première période, les deux équipes qui ont joué la sécurité d'un côté comme de l'autre après les buts ont été à égalité d'un but partout.

Au retour des vestiaires, la bataille a été acharnée au milieu de terrain. Florent Ibenge a entre-temps monté Eddy Ngoy Emomo à la place de Mbemba avant l'heure de jeu. Quelques minutes plus tard, François Guei a lui aussi fait un remplacement avec l'entrée sur l'aire de jeu de Jésus Muloko Ducapele.

Dans les dernières minutes de la partie, les Dauphins Noirs ont mis la pression sur leur adversaire du jour et de l'impact dans le jeu. À la 89e minute, Muzungu s'est retrouvé sur le flanc droit avant de déposer le cuir sur la tête d'Etekiama pour un doublé et son dix-septième but de la saison, rejoignant ainsi Ricky Tulengi du Daring Club Motema Pembe et Ben Malango du TP Mazembe. Au coup de sifflet final de l'arbitre Kapanga, V.Club l'a emporté par deux buts à un. Et les supporters du FC Renaissance du



Renaissance du Congo et V.Club avant le coup d'envoi le 23 juin

Congo n'ont visiblement pas digéré ce deuxième but victorieux ; ils ont commencé par balancé des projectiles sur l'aire de jeu, et d'autres ont carrément pris en poursuite le trio arbitral du match. Avec ce succès, V.Club totalise 24 points, à l'instar de Mazembe et du Daring Club Motema Pembe. Battus, Renaissance du Congo ne bouge pas de sa quatrième position avec 15 points, devant Sanga Balende qui compte 14 points. Don Bosco est à 11 points.

La Fécofa sévit...

Et la Ligue nationale de football (Linafoot) a jeté son dévolu sur l'arbitre Kapanga pour officier cette rencontre à forte tension entre V.Club et Renaissance du Congo. Et ce dernier s'en est bien sorti en se montrant le plus impartial possible, d'autant plus que la Fédération congolaise de football association vient, de manière intransigeante, sanctionné trois arbitres pour des fautes techniques intentionnelles graves d'arbitrage. Il s'agit de l'arbitre Justin Azanga Kalamba du match Sanga Balende contre Don Bosco (1-1) disputé le 21 juin au stade Tshikisha de Mbuji-Mayi qui est radié à vie et interdit de toutes les activités liées au football. Il y a également l'arbitre Bremer Engbanguku du match V.Club contre Bukavu Dawa (3-0) et Claude Kamuleta qui a officié le match entre Daring Club Motema Pembe et Don Bosco (2-2).

Le troisième vice-président de la Linafoot, Delphin Kikuni et le secrétaire national José Konde de la Linafoot sont également suspendus par la Fécofa pour une durée de six mois. La légèreté dans le mode de désignation des officiels pour le match Sanga Balende contre Don Bosco est le grief retenu contre eux. Déjà le 19 juin au cours d'une réunion, la Fécofa adressait un sévère blâme à l'endroit du comité de gestion de la Linafoot au sujet de l'arbitrage pour le reste des rencontres du Play-Off de la Division 1.

Martin Engimo

AGENCE D'INFORMATION
D'AFRIQUE CENTRALE
**LE COURRIER
DE KINSHASA**

www.lesdepechesdebrazzaville.com

BON PLAN!
RECRUTEMENT

**Distribuez nos produits &
Gagnez de l'argent**

**FILLES
JEUNES ET DYNAMIQUES**
rejoignez notre équipe marketing

+243.856.43.6723

immeuble ex FORESCOM, 1er niveau
Avenue des Douanes n°4
Kinshasa, Gombe - RDC



MUSIQUE

Kalama Soul s'en est allé

L'auteur de la célèbre chanson **Balado** interprétée par les regrettés Ngeleka et Nzundu se serait éteint rongé par un cancer du poumon le mardi 20 juin à 1h40 à Paris.

Ancien officier dans le service médical au tempérament jovial, Jean Kalama Ilunga, connu du public sous son nom de scène Kalama Soul, s'était engagé dans l'armée pendant quelques années après l'obtention de son diplôme à l'Institut des sciences et techniques médicales (ISTM). Sa passion musicale étant plus forte, il s'était finalement désengagé avant de partir en exil pour la France. C'est donc à Paris qu'il a rendu l'âme quelques treize ans après le griot Ngeleka, disparu lui, le 4 janvier 2004 à Bruxelles. Il était, avec le comédien Nzundu, l'un des deux interprètes du tube *Balado* dont les premiers clips étaient diffusés sur Télé Zaïre, l'actuelle Radio télévision nationale. Dans cette vidéo où Nzundu et Ngeleka apparaissent dans l'atmosphère de la rue kinoise des années 80 tandis que le premier parodie le parler des habitants de la capitale plaît beaucoup aux téléspectateurs. Ils ont aimé des phrases comme : « *Et puis, namoni soki ozali koyiba mingi ezali faute ya matrimoniale na yo. Po éduquement na yo ezali mabe* », ce que l'on traduirait

par : « *Et puis, je constate que si tu voles beaucoup c'est à cause de ta mère. Parce que ton éducation a été mal faite* ».

Balado, ce sacré morceau sorti au début des années 1980 présenté sous forme de comédie musicale est l'œuvre mémorable qui justement rappelle au souvenir de plusieurs Kalama Soul. Fort appréciée en son temps, elle est l'une des rares réalisations congolaises du genre que nous a légué la plume de et auteur et qui l'a du reste fait connaître au grand public kinois. « *Le succès de cette chanson* », comme l'a relevé un mélomane sur le Net, « *on le doit finalement au jeu des deux comédiens Ngeleka et Nzundu* », plus qu'à l'auteur-interprète Kalama lui-même. Il est intervenu dans le chœur chantant le refrain « *Naza Balado te* » qui est resté gravé dans plusieurs esprits et que d'aucuns se plaisaient à répéter dans le temps.

Un autre internaute commentant l'article publié sur le site Mbokamosika qui semblait familier à Kalama Soul affirme : « *Jean Johnny Kalama est au départ l'un des meilleurs chanteurs pop du Zaïre* ». Le site susmentionné souligne qu'il a commencé sa carrière musicale au Katanga dans les années 70 avec la chanson *Hadisi njo*, titre qui, aux dires de l'internaute



Jean Ilunga Kalama, alias Kalama Soul

évoque plus haut fut primé entre 1975 et 1977.

mbokamosika souligne que la chanson est inspirée du quotidien kinois comme l'on peut

le premier et renforça donc la notoriété de l'auteur. Il avait littéralement conquis le pu-

Sa passion musicale étant plus forte, il s'était finalement désengagé avant de partir en exil pour la France. C'est donc à Paris qu'il a rendu l'âme quelques treize ans après le griot Ngeleka, disparu lui, le 4 janvier 2004 à Bruxelles. Il était, avec le comédien Nzundu, l'un des deux interprètes du tube *Balado* dont les premiers clips étaient diffusés sur Télé Zaïre, l'actuelle Radio télévision nationale.

Thèmes de société

À propos de *Balado*, Mbo-

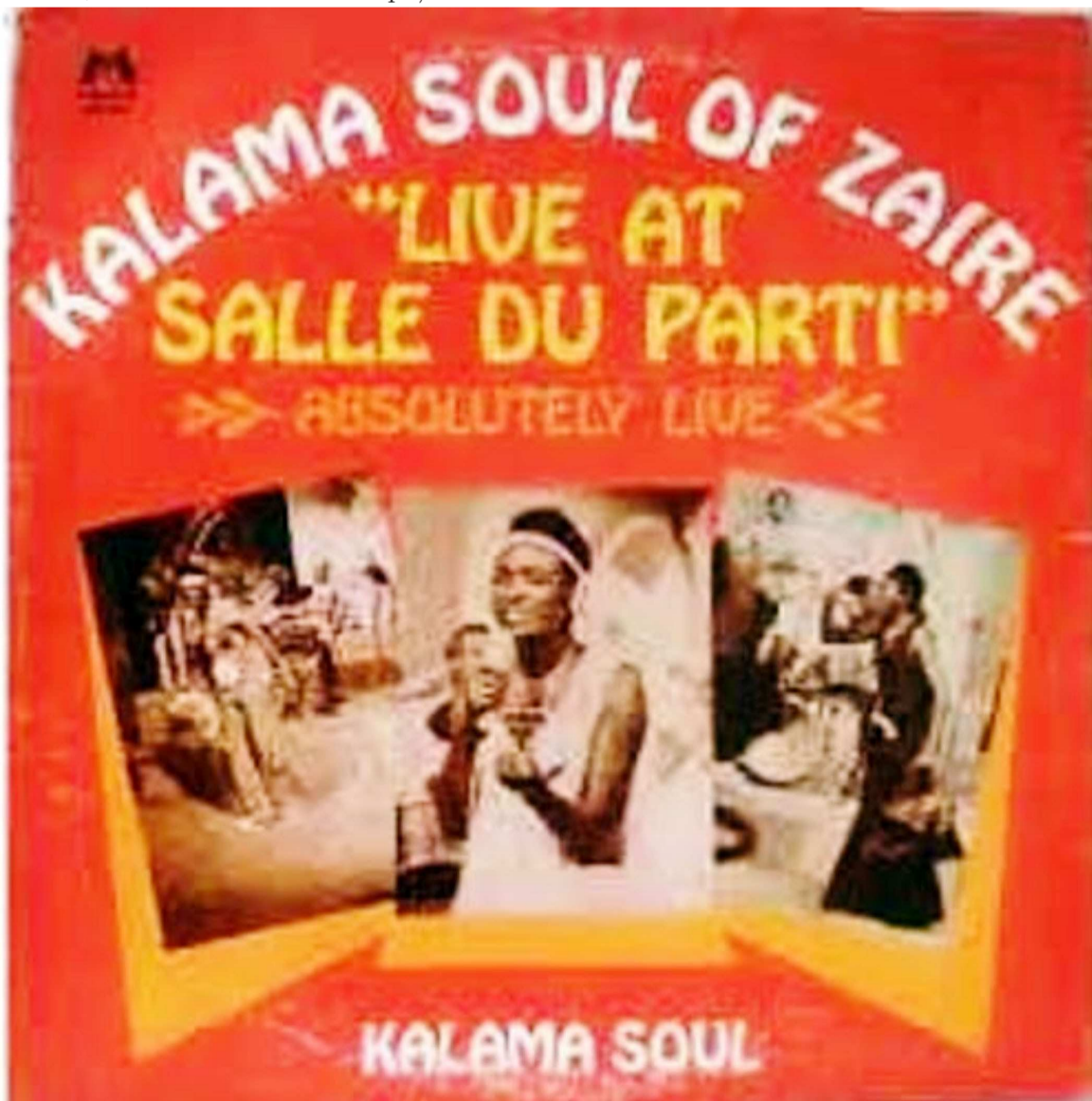
aisément le comprendre à travers le dialogue du militaire et du supposé voleur. Notre source en précise le contexte de la sorte : « Depuis la diffusion "d'Angwalima à Wallace : la saga de grands voleurs kinois", nous sommes en train de nous remémorer l'histoire de la pègre kinoise. L'évolution de notre société a entraîné également l'évolution de la terminologie du "voleur". Ainsi, si les Angwalima et Ngabidila étaient désignés comme des voleurs ou miyibi durant les années 1960, la nouvelle vague des voleurs (Boudha, Wallace...) des années 1970-1980 était qualifiée de "Balados". Comme si cette nouvelle terminologie rendait ces bandits moins répréhensibles que les anciens voleurs ». Et donc, soutient-il encore : « *C'est pour lever cette équivoque que l'artiste Kalama Soul a fait appel aux comédiens Nzundu et Ngeleka pour interpréter sa composition intitulée "Balado"* ».

Rappelons ici qu'à la suite de *Balado*, Kalama Soul avait abordé une autre réalité sociale, celle des bailleurs invivables dans Mama Iopango monoko. Ce titre récolta presque autant de succès que

blic kinois, disons congolais carrément. Mais de l'artiste semblait s'être dissout dans la ville sans que l'on sache vraiment ce qu'il était devenu jusqu'à ce qu'il réapparaisse à l'entrée de l'AFDL. Nous tenons encore une fois du site précité qu'il fut conseiller au ministère de la Culture et des arts sous Raphaël Ghenda.

Par ailleurs, sur le Net est publié depuis 2010 un clip libre de droits de Kalama Soul pour sensibiliser contre le VIH/Sida au bas duquel il est mentionné : « *Il est destiné principalement à tous les africains...* ». Disponible sur YouTube, en deux versions française et anglaise, il est méconnu en RDC. Il a pour refrain : « *Je suis la frayeur, je suis le cauchemar, je suis la terreur, je suis la super star* », des mots qu'il faut attribuer au virus malfaisant tandis que dans la suite du commentaire est écrit cette recommandation : « *Faites connaître ce clip... S'il avait le pouvoir de ne sauver qu'une vie, ce serait déjà merveilleux !* ». L'œuvre a été appréciée et commentée par la suite par de nombreux internautes.

--Nioni Masela



La pochette du disque d'un concert live de Kalama Soul

SITUATION DES RÉFUGIÉS RWANDAIS AU CONGO

Le HCR tire la sonnette d'alarme

Le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a de nouveau noté l'urgence de la situation des réfugiés rwandais vivant au Congo dont la clause de cessation prendra effet au 1^{er} janvier 2018.

Le temps est désormais compté pour les réfugiés rwandais qui ont jusqu'au 31 décembre de cette année pour opter, soit pour le rapatriement volontaire, soit pour une intégration locale, donc se conformer à la législation congolaise. Pour ce faire, un guichet unique sera ouvert le 28 juin prochain à l'Institut des jeunes sourds de Brazzaville afin de prendre en compte le choix de chacun. Ce guichet permettra au HCR, au Rwanda et au Congo de sensibiliser au mieux les réfugiés avec un dépliant à l'appui dans lequel seront mentionnées les conditions d'obtention du passeport rwandais et du titre de séjour en République du Congo.

Malgré les appels à répétition en vue du rapatriement volontaire, nombre de réfugiés rwandais refusent d'épouser cette option. Seule une portion congrue avait demandé à rentrer au bercail. Sur 10.073 réfugiés rwandais, 492 seu-



Le représentant du HCR (au centre) / Adiac

lement ont été rapatriés à ce jour. Actuellement, la plupart de ces réfugiés se sont déjà intégrés au double plan économique et social, reste l'intégration juridique. Certains sollicitent encore une protection internationale après échéance. « Apparemment ces réfugiés veulent rester au Congo, donc veulent s'intégrer localement.

Le rapatriement reste volontaire et le caractère volontaire doit être sauvegardé. Pour ceux qui veulent rester, ils doivent se conformer à la législation nationale. La condition sine qua none est d'avoir un passeport rwandais », a déclaré le représentant du HCR au Congo, Cyr Modeste Kouamé lors de la conférence

de presse tenue à cet effet, le 23 juin à Brazzaville. Et d'ajouter : « Le HCR sera déçu de

voir les réfugiés dans une position de non droit. L'intégration locale a un coût. Ils doivent se prononcer à temps pour mettre en œuvre l'une des deux solutions durables. Combien veulent partir pour programmer les convois et combien veulent rester afin de boucler les budgets ».

Le gouvernement rwandais s'est pour sa part engagé à fa-

ciliter leur retour au pays. Hormis les structures d'accueil, aucune garantie d'intégration n'a été donnée concrètement ni aucune mesure d'accompagnement des réfugiés en vue de leur réintégration au Rwanda. « Le statut des réfugiés rwandais touche à sa fin. C'est une bonne nouvelle. Le Rwanda est un pays en paix. Ils pourront avoir les passeports à l'ambassade pour faciliter les démarches administratives en vue de l'intégration locale. Pour le rapatriement, nous avons l'accompagnement... les conditions d'accueil ont été déjà mises en place pour leur intégration », a fait savoir l'ambassadeur du Rwanda au Congo, Jean Baptiste Habyalimana.

Depuis 2013, la clause de cessation a été invoquée à l'égard des réfugiés rwandais. Son effectivité a été fixée au 31 décembre 2017. Pour l'heure, le HCR s'attèle à renforcer la sensibilisation des réfugiés rwandais à l'effet de choisir l'une des deux solutions durables.

Josiane Mambou Loukoula

FRANCE/AFRIQUE

L'École supérieure internationale de guerre de Yaoundé en stage à Paris

C'est la 12^e promotion de l'École supérieure internationale de guerre de Yaoundé (Esig) qui aura le privilège d'effectuer un voyage d'étude à Paris. Cette promotion a été reçue au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

C'est une promotion composée de 62 stagiaires (30 Camerounais) représentant 21 nationalités. L'Esig est issue d'un partenariat entre la France et le Cameroun. Elle forme les cadres de haut niveau des armées africaines dans le domaine de l'enseignement militaire supérieur du 2^{ème} degré. À Paris, elle bénéficie entre autres, de l'encadrement de la DSCD. Elle dispose d'une renommée internationale grâce à la reconnaissance de son diplôme et son équivalence avec l'école de guerre de Paris et conserve jalousement le label de Centre d'excellence de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale.

N.Nd.

ITALIE

Prochaine réunion internationale sur les migrants

Des délégués européens et africains sont attendus à une réunion qui débattera le 6 juillet des moyens d'affronter le phénomène des flux migratoires.

Le ministre italien des Affaires étrangères, Angelino Alfano, est formel : si l'Europe veut apporter une réponse solide aux menaces sécuritaires, cela passe par le continent africain. Et donc par une autre manière d'affronter les vagues de migrants clandestins qui visent en priorité l'Italie pour gagner l'Europe ces temps-ci. Car la plupart des migrants qui touchent la pointe sud de la Sicile, en Italie, partent ou transitent non seulement par les pays africains mais se mettent à l'eau, dans des bateaux de fortune, à partir des côtes de Libye, un autre pays africain. Points de départ, points de transit ou points d'embarcation : même quand ils proviennent d'Asie, les migrants qui bravent par vagues la traversée de la Méditerranée passent par l'Afrique. Sans parler des nombreux djihadistes qui se sont manifestés à plusieurs reprises par des attaques en Belgique, en Allemagne, en Grande-Bretagne



Angelino Alfano (DR)

ou en France, souvent des ressortissants de pays du Maghreb s'étant radicalisés sur le sol européen. L'Afrique est donc la clé du problème, selon le point de vue de M. Angelino Alfano.

« Il y aura de vraies avancées dans la gestion des flux migratoires lorsque l'Europe mettra tout son poids dans son rapport avec l'Afrique. C'est pourquoi nous nous préparons à la réunion du 6 juillet qui accueillera à Rome certains pays de transit pour éviter une dispersion des énergies. Nous avons conclu des accords avec la Libye et avec le Niger, et nous nous

apprêtons à en faire de même avec d'autres », a indiqué M. Alfano. On se rappelle que le mois dernier à Rome le président Alassane Ouattara de Côte d'Ivoire a annoncé un accord prochain avec l'Italie pour le rapatriement de ses ressortissants refoulés.

Le ministre italien des Affaires étrangères est dans son élément lorsqu'il parle d'immigration. Membre d'un parti de droite mais allié à la gauche dans un gouvernement d'union aujourd'hui, M. Angelino Alfano était précédemment ministre de l'Intérieur. Alors, c'était le Premier ministre ac-

tuel, Paolo Gentiloni, qui était le patron de la diplomatie. Vendredi, M. Alfano prenait part à Bruxelles au groupe de droite au Parlement européen, le PPE. C'est là qu'il a annoncé que des représentants du PPE seront à la réunion du 6 juillet à Rome, parce que beaucoup d'entre eux sont opposés non seulement au transit des migrants par la Libye, mais même à ce qu'ils parviennent jusqu'à ce pays. « C'est une avancée réelle », estime M. Alfano.

« En tant qu'Italien, et même dans le contexte du PPE, je réaffirmerai que la question des réfugiés et des migrants irréguliers ne peut relever d'un seul pays, mais de toute l'Europe ensemble », a dit M. Alfano. « Nous avons un plan complexe pour le contrôle au mieux de la frontière nord de la Libye en nous basant sur des accords. Nous visons les migrations de la Corne de l'Afrique vers la Libye », pour faire échec aux vagues de clandestins qui ont repris en cette saison chaude qui favorise les tentations de traversée forcenée de la Méditerranée chez les migrants.

Lucien Mpama

DENIS SASSOU N'GUESSO SUR TV5 MONDE

«Le Pool, les élections, le climat, les migrants...»

Le président de la République a répondu longuement jeudi dernier aux questions que lui posait la journaliste de TV5 Denise Epoté. Voici le texte intégral de cette interview qui a été diffusée samedi et dimanche sur les antennes de cette grande chaîne de télévision française et qui sera diffusée sur Télé Congo ce lundi.

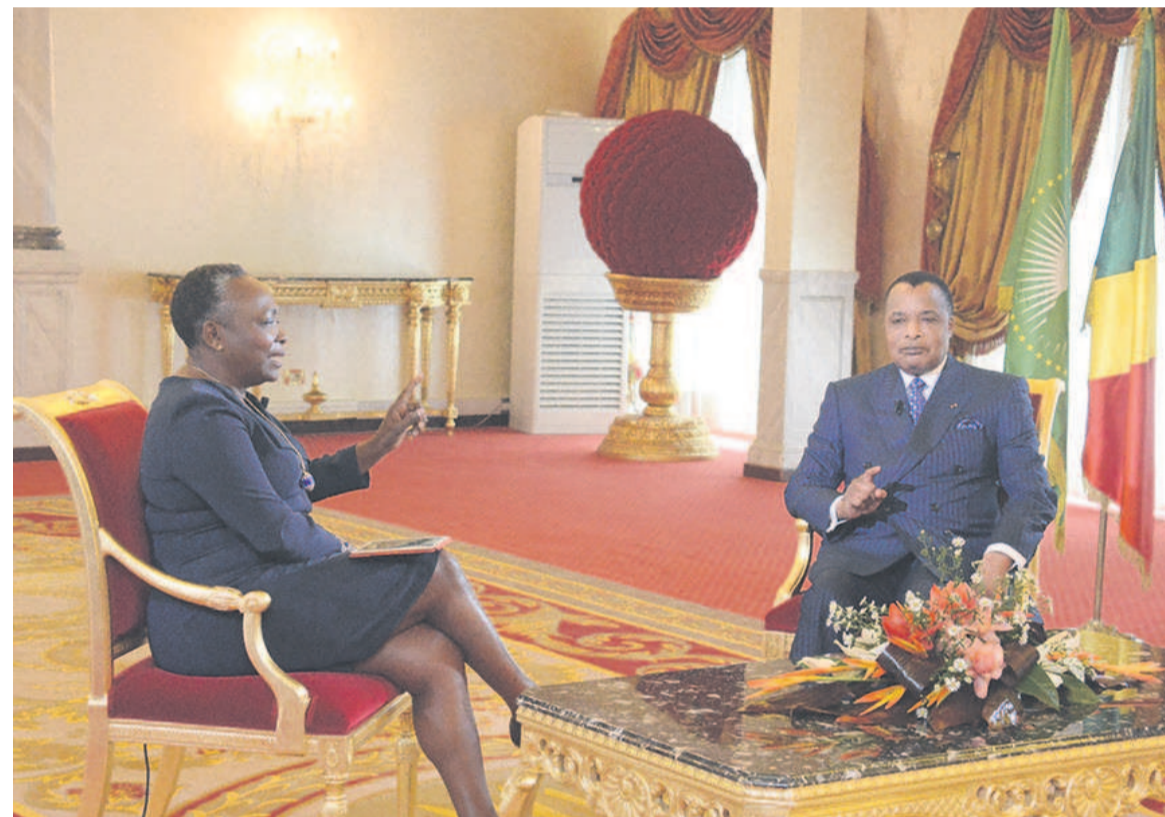
Denise Epoté (DE) : Monsieur le président, il y a un an, au moment de votre investiture, vous avez promis de promouvoir la démocratie et maintenir la paix, un an plus tard les opposants sont privés de liberté et la crise sur le Pool a poussé sur les routes plusieurs milliers de Congolais. Diriez-vous que c'est un début de mandat difficile ?

Denis Sassou N'Gouesso (DSN) : La paix, la démocratie et le développement sont des éléments permanents de mon action politique. Je voudrais faire un rappel parce que parfois les peuples ont la mémoire courte. Ce pays a connu dix années de violences, de 1990 à janvier 2000. Des violences qui ont commencé avec les grèves sauvages jusqu'à ce que cela culmine avec la guerre civile en 1997. Et, de 1997 à 2000 c'étaient des violences, des destructions de tout, des déchirements. Et alors, de 2000 à maintenant nous avons remis le pays sur les rails. Les Congolais et même les étrangers observateurs de bonne foi peuvent reconnaître que nous avons remis le pays sur la voie de la paix, de la démocratie et du développement. Seulement, lorsque les éléments qui s'étaient illustrés dans la période que je viens de décrire, Frédéric Bintsamou alias Pasteur Ntumi, lorsque ces éléments s'illustrèrent à nouveau par des violences, des destructions dans une partie du Pool, les autres départements du Congo sont en paix et les peuples vaquent à leurs occupations.

D.E : Justement, la région du Pool a été le ventre mou du Congo, puisque vous avez rappelé les différentes crises qui sont parties de cette région. Le fait que l'armée n'arrive pas à capturer le Pasteur Ntumi est un sacré revers. Est-ce que pour autant il faut le faire payer à la population qui est prise en otage ?

DSN : L'armée met tout en œuvre pour protéger la population et rechercher Ntumi ainsi que les éléments de sa secte qui sèment la terreur dans une partie du Pool. Mais ils répondront un jour devant la justice, sans aucun doute. Le gouvernement s'occupe des populations déplacées qui bénéficient aussi des aides de quelques associations.

D.E : Monsieur le président, il y a la situation dans le Pool mais il y a également le climat politique qui reste tendu depuis votre réélection l'année dernière. Pour le médiateur que vous avez été dans de nombreuses crises africaines est-ce que le moment n'est pas venu de tendre la main à l'opposition congolaise pour trouver une sortie de crise ?



Denis Sassou N'Gouesso répondant aux questions de Denise Epoté

DSN : La situation n'est pas du tout tendue. Avec l'opposition dite radicale oui. Encore que la semaine dernière cette opposition a manifesté sur le boulevard Alfred Raoul avec ses principaux leaders. Mais pour le reste, dans quelques semaines il y aura des élections législatives et locales. En mars dernier il y a eu un dialogue ouvert à tous à Ouesso pour préparer les législatives et les locales. Une partie de l'opposition qu'on appelle radicale n'a pas voulu prendre part à ce débat démocratique qui préparait les élections. Elle se met hors-jeu.

D.E : Vous craignez que l'opposition congolaise boycotte les législatives ?

DSN : Je ne crains rien. Si l'opposition devait boycotter les législatives, ce serait en réalité pour son propre malheur.

D.E : Ce ne serait pas dommage pour la démocratie congolaise ?

DSN : Pas du tout. Il y a même un engouement terrible. Vous

ne pouvez pas vous imaginer le nombre de candidats aux législatives et aux locales dans tous les départements du pays y compris le département du Pool. Les districts du Pool participeront aux législatives, mais il y a une partie où sévissent Ntumi et sa secte. Nous vivons cela comme un petit caillou dans la chaussure. Il faut s'arrêter pour le sortir et se chausser de nouveau.

D.E : Pour ces législatives, monsieur le président, on parle beaucoup d'un engouement auprès des jeunes. En est-il de même pour les femmes ?

production d'énergie, d'irrigation pour l'agriculture et la pisciculture... C'est un espace de développement important pour les douze pays membres du Bassin du Congo qui s'inscrit en bonne place dans les objectifs du développement durable.

D.E : Un mot de politique africaine. Le président libyen a disparu il y a six ans. On a vu que la Libye s'était enfoncée dans la crise, qu'elle s'enlise d'ailleurs. L'implication récente de l'Union Africaine pour trouver une sortie de crise est-elle une chance enfin pour ce pays ?

DSN : Nous le pensons, les Libyens aussi. En notre qualité de président du haut comité de l'Union africaine sur cette question nous sommes en contact permanent avec toutes les parties en conflit : leaders politiques, militaires, chefs de tribus etc. Tous font confiance à cette initiative de l'Union africaine. Dernièrement les ministres des Affaires étrangères se sont rendus en Libye en mission d'information et de consultation.

D.E : On a l'impression que ces médiations marquent le pas

DSN : Non. Nous pensons que c'est l'Union africaine avec les autres : Union européenne, Monde arabe, Ligue arabe, Nations unies... Il reste une certaine concertation, une coordination pour qu'il n'y ait pas de perte d'énergie. Si nous nous concertons et assurons une coordination nous pensons que les Libyens sont prêts à aller vers des réunions de réconciliation et de refondation de l'Etat en s'appuyant sur cet accord de décembre 2015.

D.E : Une des conséquences de cette crise libyenne, est la crise migratoire sans précédent qu'elle a provoquée avec les conséquences dramatiques que l'on sait puisque des milliers de jeunes africains meurent sur les bords de la Méditerranée. Est-ce que ce n'est pas la preuve d'un échec collectif de tous les dirigeants africains de voir cette jeunesse africaine qui préfère mourir que de rester sur son continent ?

DSN : Nous avons notre auto-critique à faire parce que nous avons la responsabilité de gérer les pays, d'amener le progrès, le développement, la paix et la stabilité. Mais il faut aussi dire que cette question a des racines un peu plus lointaines liées au fait que l'Afrique a été quand même dominée longtemps. Aujourd'hui les partenaires extérieurs n'ont pas considéré les problèmes de développement de l'Afrique comme il se devait. Nous pensons que c'est une question africaine. Nous avons une grande responsabilité. Il faudrait que l'Union africaine tienne un réel sommet autour de cette question.

D.E : Mais il y a eu plusieurs sommets sur la jeunesse africaine. Les solutions tardent à venir parce qu'on ne les voit pas.

DSN : Il n'y a pas eu seulement des sommets sur la jeunesse africaine. Et puis, les solutions tardent à venir mais elles viendront parce qu'il y a une prise de conscience sérieuse. Il y a aussi le fait que ceux qui ont dominé l'Afrique pendant des siècles ne l'ont pas aidée à créer les conditions d'un réel développement pour que les jeunes africains restent en Afrique et n'aillent pas en aventure comme nous le constatons en Méditerranée. En ce moment, l'Union africaine devrait demander à la communauté internationale un réel débat.

D.E : Est-ce que l'on ne peut pas penser à des solutions purement africaines ?

DSN : Les solutions purement africaines existent. Mais l'Afrique ne pourrait pas aborder cette question et arriver aux solutions toute seule. Nous pensons qu'il y a d'abord la prise de position africaine avant d'amener la communauté internationale à accompagner l'Afrique dans cette question de développement du continent pour que la jeunesse africaine reste en Afrique. Les chances ne manquent pas.



airtel
LE RESEAU DES SMARTPHONES

**AIRTEL,
PARTENAIRE DE COWBELL
ET DE LA FONDATION
SERGE IBAKA**



Airtel Congo, entreprise citoyenne, a participé à Brazzaville du 12 au 14 juin, en partenariat avec Cowbell aux activités de Serge IBAKA, le basketteur Congolais évoluant dans le championnat américain NBA. En effet, dès le lundi 12 juin, après une conférence de presse au Radisson blu devant de nombreux journalistes, Airtel Congo par la présence de son Directeur Général, Mr **Gerard Lokossou**, a activement participé à une série d'activités de responsabilité civile dont l'assistance aux enfants défavorisés aux côtés de Serge IBAKA et sa fondation. Au cours de la conférence, le Directeur Général en réponse à la question de savoir pourquoi la présence d'Airtel Congo ? a répondu en disant qu'il était juste et normal pour Airtel, société exerçant une activité commerciale

sur le territoire Congolais, de donner en retour aux populations locales, une partie de ses gains sous formes de donations ou soutiens multiformes. Et l'action de Serge IBAKA était une occasion parmi tant d'autres de soutenir la communauté. Le mardi 13 juin, l'occasion a été donnée à Airtel d'accompagner Serge IBAKA dans sa tournée de donations à **l'école spéciale**, ainsi qu'aux orphelinats « **Espace Jarrot** » à Kinsoundi et la « **Bonne Semence** » à Bacongo.

Ce n'est pas moins de 1000 enfants qui ont été affectés par ces activités de responsabilité civile de la fondation Serge IBAKA en partenariat avec Airtel Congo et Cowbell.

Ensuite la Star de la NBA a bien voulu faire honneur

au réseau des Smartphones en rencontrant à Airtel, des abonnés fans du basketteur ainsi que l'ensemble du personnel fier du parcours professionnel exceptionnel de ce digne fils du pays.

Enfin, Le tournoi **IBAKA GAME**, point de chute des activités s'est quant à lui, tenu le 14 juin au centre sportif de Makélékélé, avec comme moments forts : un **mot de Serge IBAKA** ; un **concours de DUNK** avec une très belle prestation des jeunes de la place; un **match des équipes junior** ; un **match des équipes séniors** ; un **camp de baskets pour les enfants**, une **séquence d'humour** avec les comédiens **VUE DE LOIN, ESSOBE, SAI SAI** et bien d'autres... Rendez-vous est donc pris l'année prochaine pour la **4e édition de IBAKA GAME**.

ELECTIONS LÉGISLATIVES ET LOCALES 2017

La majorité présidentielle s'organise



Le présidium des travaux (Adiac)

Le président par intérim de la majorité présidentielle, Pierre Ngolo a appelé le 23 juin à Brazzaville, les membres de cette coalition politique à plus de cohésion et d'organisation pour affronter en rangs serrés les prochaines élections législatives et locales.

Il a fait cette déclaration au cours de l'assemblée générale extraordinaire des partis et groupements membres de la majorité présidentielle. « Au même titre que les autres partis et groupements politiques, nous devons élaborer des stratégies gagnantes pour les élections législatives et locales dont le premier tour est prévu le 16 juillet prochain pour ne pas laisser les autres formations politiques nous devancer », a expliqué Pierre Ngolo dans le mot introductif de la réunion.

Au terme de cette rencontre, le porte-parole de la majorité présidentielle et secrétaire général du Club-2002, Pur, Juste Désiré Mondelé a accordé une interview à la presse dans laquelle il s'est réjoui de la cohésion dont fait montre leur coalition politique à l'approche des consultations électorales politiques populaires.

A propos des grincements de dents souvent constatés à l'issue des arbitrages électoraux faits par la majorité présidentielle, Juste Mondelé a indiqué que la réunion de ce jour ne concernait pas les arbitrages mais plutôt l'examen des conditions d'organisation et de mobilisation des membres de la majorité présidentielle pour les élections du 16 juillet prochain. « Il a été question de fixer une ligne que l'ensemble des partis de la majorité présidentielle devant suivre pendant les élections législatives et locales. Il s'agissait d'harmoniser les choses au premier et second tour pour les législatives et même après les élections », a déclaré Juste Désiré Mondelé.

Roger Ngombé

VIE ASSOCIATIVE

La dynamique Vumbuka veut privilégier le bien-être et l'intérêt de Bacongo

Officiellement lancée le 10 juin dernier, la dynamique Vumbuka a achevé dimanche, dans différents quartiers, les descentes destinées à sensibiliser sur le bien-fondé de l'association qui voudrait réunir, au-delà des clivages politiques, les habitants de Bacongo autour des valeurs de citoyenneté et de développement.

Révelée à Mbama, dans le quartier 23 autour de quelques initiatives de solidarités à l'endroit des habitants, la dynamique Vumbuka a gagné tous les quartiers de Bacongo, captivant à son passage femmes, jeunes et vieux, et même les esprits les plus sceptiques. La semaine dernière, lors des dernières descentes, des milliers de personnes ont encore saisi le message que véhicule ce mouvement citoyen et militant, d'inspiration, d'expression, et d'intérêt local qui s'adresse aux habitants de Bacongo.

Pour l'essentiel, comme l'a souligné son président, Donald Fylla Saint-Eudes jeudi, au quartier 22, « notre association en appelle au dépassement des appartenances, étiquettes et autres clivages politiques ou partisans, au-delà des intérêts personnels et particuliers ou des combines d'appareils, en vue de privilégier d'abord le bien-être et l'intérêt de Bacongo notre commune, notre arrondissement, notre quartier, notre cité ».

Si l'enjeu est paru peu clair pour certains observateurs, notamment ceux qui redoutent une approche politicienne, la diversité des adhérents quelles qu'en soient les étiquettes politiques, l'harmonisation du discours chez les sages de différents quartiers et l'engouement drainé par le message ont



Donald Fylla Saint-Eudes (Adiac)

finalement persuadé plus d'un. Il s'agit, pour l'essentiel, de l'éveil de Bacongo, la dignité et le progrès des populations, le développement local et la modernité, la paix, l'unité et la cohésion sociale et le mieux vivre ensemble.

Vendredi au quartier 23, Patou Kimbalou, l'un des doyens de Bacongo et observateur inconditionnel de la vie de ce 2ème arrondissement, est revenu sur l'intérêt pour les populations de se réunir autour d'un idéal commun. « C'est important que nous prenions en main la destinée de Bacongo. Nous devons penser au développement de cet arrondissement qui a perdu plu-

sieurs valeurs », a-t-il déclaré au cours d'une rencontre citoyenne.

« La dynamique Vumbuka n'est pas un parti politique », s'est exprimé un chef de quartier. « Nous adhérons favorablement à l'initiative car ce qui compte aujourd'hui c'est l'intérêt de notre cité. Et les jeunes surtout espèrent un renouveau de ce quartier devenu le théâtre des hommes politiques », poursuit-il.

A leur tour, les jeunes se sont posés plusieurs questions. Ils ont, pour utiliser leur jargon, revendiqué des « garanties » à la dynamique Vumbuka car plusieurs initiatives conçues hier dans le même élan ont fini par décevoir. « Nous sommes fatigués à Bacongo et nous ne voulons plus d'hommes politiques qui nous utilisent. C'est fini ! Nous espérons qu'à travers Vumbuka nous trouverons

des issues nouvelles pour que Bacongo vive », a souligné l'un d'eux sous anonymat.

Depuis le début de cette année, Donald Fylla avait amorcé un dessein de solidarité envers les populations de Mbama d'abord, dans le quartier 23 où réside le domicile familial, puis dans d'autres quartiers. La dynamique Vumbuka est donc le prolongement de cet élan qu'il voudrait étendre dans tout Bacongo. Il y a quelques mois, des œuvres comme la réalisation d'un forage d'eau, une dotation régulière en carburant à l'hôpital de base de Bacongo (EX-CNSS), des écrans géants publics, des aides sociales et de l'assistance ponctuelle aux populations ont été observées.

Quentin Loubou

PORT DE POINTE-NOIRE

Le délai de passage portuaire en réduction

La durée du temps de passage des marchandises au Port autonome de Pointe-Noire (PAPN) vient de connaître une réduction considérable, passant de 26 jours en 2015 à deux semaines au 31 mai 2017, a-t-on appris du directeur général de ladite structure, Séraphin Bhalat.

Cette performance résulte de la mise en place d'un certain nombre de mesures de facilitation du commerce, ainsi que des investissements colossaux consentis dans l'équipement et la modernisation des installations portuaires.

S'exprimant le 23 juin dernier à Brazzaville, lors d'une cérémonie de signature des notes relatives à l'entrée en vigueur de l'obligation du transfert électronique du manifeste, Séraphin Bhalat a souligné le soutien du gouvernement qui finance le plan d'urgence du PAPN à hauteur de 221 milliards de francs CFA sur un total de 280,9 milliards de francs CFA. De plus en plus, les ports font face aux exigences de l'industrie ma-



Terminal à conteneurs (Adiac)

ritime, notamment la modernisation des installations afin d'accueillir des grands armements et la facilitation du passage portuaire qui conditionne en partie la compétitivité des plateformes. Président du comité de pilotage du plan d'actions de facilitation et de simplification du passage portuaire, Séraphin Bhalat a indiqué que l'entrée en vigueur du

manifeste électronique était une phase décisive pour la montée en compétitivité du port de Pointe-Noire.

Il a en outre fait appel à « une organisation appropriée visant la dématérialisation totale des opérations et formalités qui concourent à l'importation, à l'exportation et au transit de la marchandise à savoir la déma-

térialisation des procédures de pré-dédouanement, des formalités douanières et des procédures portuaires ».

Les notes concernant l'entrée en vigueur de l'obligation du transfert du manifeste par voie électronique ont été paraphées par le directeur général des douanes et des droits indirects Jean Alfred Onanga, en présence des mi-

nistres en charge des Transports Gilbert Mokoki, des Finances Calixte Nganongo et du Commerce Euloge Landry Kolelas.

Prenant la parole à cette occasion, le ministre Mokoki a salué la signature des notes qui selon lui est l'aboutissement d'un travail laborieux et concerté des différents acteurs de la communauté portuaire.

Ce travail, a-t-il poursuivi, a permis de « passer en revue le dispositif de passage portuaire et de se rendre compte des dysfonctionnements récurrents qui rallongent les délais des formalités et renchérissent les coûts de transit ». Le transfert électronique du manifeste au port de Pointe-Noire arrive à point nommé. Il devrait permettre de mettre un terme à certaines tracaseries administratives.

Port naturel en eau profonde, le PAPN figure dans le top 5 des plateformes les plus performantes de la côte occidentale de l'Afrique, après avoir traité plus de cent conteneurs en une heure.

Christian Brice Elion

CYBERESPACE

Le Congo renforce son arsenal juridique de protection de l'enfance en ligne

Un document de stratégie nationale de protection des enfants en ligne est en cours d'élaboration. Il devrait permettre aux pouvoirs publics de filtrer des données sur Internet, de limiter ou bloquer l'accès des mineurs aux contenus Internet indésirables.

Un atelier national de quatre jours pour le développement et la mise en œuvre d'une stratégie nationale de protection et d'autonomisation des enfants en ligne, s'est ouvert le mercredi 21 juin dernier à Brazzaville.

Lancées par le ministre des Postes et télécommunications, Léon Juste Ibombo, ces assises visent d'une part à améliorer l'expertise nationale en planification axée sur les résultats, en gestion et en identification ou formulation de projet, et d'autre part à promouvoir et renforcer la participation des autorités, de la société civile et les entreprises concernées au progrès de l'espace numérique.

Les chiffres sur le taux de pénétration de la téléphonie mobile sur le marché congolais bien que satisfaisants, plus de 100% au premier trimestre 2017, interpellent notamment en ce qui concerne l'accès facile des enfants au téléphone connecté.

Un phénomène qui pousse Léon Juste Ibombo à tirer sur la sonnette d'alarme : « La sécurité des enfants en ligne est donc un défi qui se pose à nous dans ce monde en pleine évolution technologique ! Il importe donc au gouvernement de renforcer les dispositions de la loi n°4-2010 du



Photo de famille (Adiac)

4 juin 2010 portant protection de l'enfant au Congo, en y adjoignant une dimension spécifique à la régulation du cyberespace dédié aux mineurs », a-t-il lancé.

Les conséquences pourraient être plus graves si on n'y prend pas garde, estime le ministre, car ces enfants peuvent subir une cyberaddiction pouvant engendrer leur désocialisation et impacter leurs résultats scolaires, mais aussi créer des risques de dépendance et des dysfonctionnements de la cellule familiale.

C'est pourquoi, au cours des travaux les participants vont tenter de définir de façon claire les activités criminelles, la capacité de dissuader les abuseurs potentiels et de poursuivre les délinquants ; et de préconiser des mesures proactives pour restreindre et proscrire l'accès à des images abusives. Pour le représentant de l'Union internationale des télécommunications (UIT), Emmanuel Kamdem, il faut aller un peu plus loin en visant les images à caractère pornographique, les articles sur l'incitation au suicide, à la violence et au terrorisme, le fanatisme religieux, le harcèlement en ligne, le vol d'identité...

Ces assises constituent une étape importante dans la mise en œuvre de l'engagement des dirigeants de la sous-région et la déclaration de Brazzaville du 24 novembre 2016 sur la protection des données à caractère personnel, souligne quant à lui le délégué de la Cécac, Guichard Tsangou.

Notons que cette activité est organisée par le ministère des Postes et télécommunications, en partenariat avec l'UIT et la Cécac. Le Congo est considéré comme le pays pilote de l'initiative de l'UIT en matière de protection des mineurs en ligne.

Fiacre Kombo

TRANSPORT

Le Conseil congolais des chargeurs appelé à se doter d'un nouveau siège



Des membres du Conseil d'administration du CCC (Adiac)

Basé à Pointe-Noire, le siège du Conseil congolais des chargeurs (CCC) ne répond pas aux missions assignées à cet établissement public. Réuni le 23 juin dernier à Brazzaville, son conseil d'administration a demandé à la direction générale de prendre les dispositions pour la construction d'un nouveau siège.

Le conseil a également approuvé les rapports d'activités et d'exécution budgétaire au 31 décembre 2016, de même que ceux de l'année 2017 au 31 mai.

« L'exercice 2016 aura été riche en enseignements avec des réalisations supérieures de près de 113% sur le chiffre d'affaires revu à la baisse de 16% en raison

de la conjoncture difficile du moment et une baisse des charges de près de 11% par rapport aux prévisions révisées », a déclaré Jean Louis Osso, président du conseil d'administration du CCC. Les administrateurs ont en outre exhorté la direction générale du CCC à former le personnel en tenant compte du cœur de métier de la structure. Ils ont aussi recommandé la prudence à la direction générale dans l'exécution des dépenses d'exportation au titre de la période 2017.

Le directeur général du CCC, Séraphin Mouenzi a fait savoir que la baisse du trafic maritime entraînerait une réduction de 20% des recettes de sa structure. Ain-

si, a-t-il annoncé la mise en place des mesures devant permettre la maîtrise des dépenses.

Malgré la crise économique et financière qui sévit dans le monde en général et au Congo en particulier, le CCC entend réaliser ses projets portant notamment sur la construction d'un port sec à Dolisie, la mise en œuvre de la gestion du fret terrestre et la mise en place de l'Observatoire des transports.

S'agissant du projet du port sec de Dolisie, Séraphin Mouenzi a expliqué que ses services en collaboration avec ceux du cadastre et du domaine public s'attelaient à la sécurisation juridique du site.

Christian Brice Elion

MANAGEMENT

Brazzaville abrite un forum sur la logistique dans l'entreprise

La première édition du Forum international sur la logistique, le management et la qualité, a été organisée le samedi 24 juin à Brazzaville. Une initiative qui vise à vulgariser la fonction logistique au sein des entreprises, en prônant un leadership fondé sur la culture de l'excellence.

« La logistique et la qualité dans le management des organisations et des infrastructures », est le thème de la première édition de ce forum qui a mobilisé plusieurs dirigeants d'entreprises, des responsables politiques, ainsi que des universitaires et des étudiants.

L'objectif de ces assises, d'après le coordonnateur du Cabinet Guellem consulting group (GCG), Fred Boris Ngandzadi, est de vulgariser la fonction logistique et mettre en exergue les aspects liés à la qualité, l'environnement, la sécurité et l'hygiène. Car, estime-t-il, il y a des entreprises qui fonctionnent sans prendre en compte les dimensions de la logistique et de la qualité.

« En tant qu'enseignant-chercheur et ingénieur-logisticien, j'ai décidé de vulgariser la fonction logistique au sein des entreprises, mais également faire en sorte que tout Congolais puisse s'approprier l'importance de la logistique



Les participants (Adiac)

dans le management des entreprises », précise Fred Boris Ngandzadi. L'entreprise doit être perçue comme haut lieu d'expression des compétences, des savoir-faire et d'éclosion des talents et d'épanouissement de l'individu ainsi qu'un site d'expérimentation, pense le parrain du Forum le conseiller Jean-Claude Saturnin Ntari. En bon pédagogue, Jean-Claude Saturnin Ntari a tenté d'expliquer les mots du principal thème. La logistique qui signifie ensemble des moyens et méthodes d'organisation matérielle d'une entreprise, est liée à la notion de qualité. Le concept qualité, quant à lui, est la manière d'être non mesurable d'une chose qui donne une valeur plus ou moins grande.

Le management étant des techniques d'organisation et de gestion

des entreprises ou organisations, il renvoie à un autre vocable usuel dans le monde de l'entreprise : le leadership. « Le statut que l'on octroie à un dirigeant dont on attend des prestations qui vont lui conférer un statut particulier dans l'animation d'un groupe de collaborateurs, celui d'un chef, d'un meneur d'hommes », a indiqué en substance Jean-Claude Saturnin Ntari.

En rappel, cette première édition du Forum international sur la logistique, le management et la qualité, a été organisée par le Cabinet GCG, avec le parrainage du Conseiller Jean-Claude Saturnin Ntari. L'événement a été ouvert non seulement aux chefs d'entreprises congolais, mais également aux autres dirigeants sociaux du continent africain.

F.K.

VIE ASSOCIATIVE

L'Acap encourage les jeunes à la pratique des métiers de la terre

Le 53^e mois d'amitié de l'Association congolaise d'amitié entre les peuples (Acap) s'est clôturé, le 19 juin, au Centre culturel russe par le développement du sous-thème : « Comment intégrer la jeunesse dans l'agriculture, facteur n°1 de développement afin de lutter contre les actes inciviques de la société ? »

Une occasion pour le directeur général de l'éducation civique d'accrocher plus d'un participant. Développant ce sous-thème, Jean-Pierre Mahinga est revenu, entre autres, sur la place de la jeunesse dans l'agriculture, facteur de développement, et le rôle de l'État dans la mise en œuvre de l'agriculture et de la lutte contre les antivaleurs. Selon lui, tout pays qui se préoccupe de son développement économique pense d'abord à accroître sa production agricole. L'agriculture étant sans conteste le facteur n°1 de développement. « En dépit des potentialités géo-climatiques exceptionnelles, le Congo souffre d'un déficit important en produits alimentaires de consommation courante : manioc, banane, riz, viande, lait, poisson, volaille, légume... », a déploré Jean-Mahinga. La jeunesse constitue, a-t-il rappelé, non seulement le futur du Congo

mais elle porte aussi les possibilités de son émergence d'ici à l'horizon 2025. D'où l'impérieuse nécessité de stimuler les jeunes à s'occuper du secteur agricole jusque-là réservé aux vieilles personnes. « L'énergie, la créativité et la force sont les atouts que cette jeunesse possède le plus. Ainsi, la participation de cette jeunesse au développement de tous les domaines, en particulier l'agriculture, représente une solution adéquate à leur insertion professionnelle et, par ricochet, un levier efficace de la lutte contre les actes inciviques et diverses formes de déviance », a conclu le directeur général de l'éducation civique.

Relancer l'Organisation nationale des volontaires pour le développement

Le 53^e mois d'amitié lancé, le 24 mai, au siège de l'Acap a été placée sur



Le présidium (Adiac)

le thème central: « L'agriculture mécanisée, facteur du développement de l'économie de base dans l'arrière-pays ». Le président de cette ONG, Vital Balla, justifie ce choix par le fait que parmi les nouveaux défis à relever figure en bonne place le problème majeur du développement pluriel et harmonieux des sociétés. D'après lui, les peuples qui aspirent à la paix doivent participer aux actions ardues qui leur procurent l'émancipation et la dignité.

« L'Acap utilisera, à l'avenir, son ONVD comme un outil d'exécution dans le temps et dans l'espace des principales tâches du programme qu'elle a conçu avec

les coopératives agricoles congolaises. Il s'agira de produire contre la pauvreté. Notre engagement, notre pari, plutôt notre crédo, c'est d'oser réaliser l'autosuffisance alimentaire afin que nos populations consomment congolais. Ainsi, on pourra limiter la sortie de nos devises », a-t-il précisé.

Dans le but d'atteindre les objectifs qu'elle s'est assignés, notamment ceux consistant à obtenir la sécurité des personnes et des biens ; la sécurité sanitaire et alimentaire, l'Acap a toujours eu recours à ses amis qui acceptent de l'accompagner dans cette quête. Ainsi, a assuré Vital Balla, leurs contributions mul-

tiformes seront gravées en lettre d'or dans les annales de l'histoire du Congo. Il a, enfin, salué l'engagement qu'il qualifie de judicieux de certains jeunes qui s'impliquent à travers la reconquête de la politique du retour à la terre depuis l'avènement de la nouvelle République. Rappelons que l'Organisation nationale des volontaires pour le développement (ONVD) créée en 1986 avait renforcé l'action du gouvernement dans le programme du développement des villages centres dans la Bouenza. Rattachée au ministère du Plan, cette structure qui avait formé près de 2500 volontaires à l'étranger a disparu des écrans.

Parfait Wilfried Douniama



BUROTOP IRIS

TELEFUNKEN

Le Géant allemand des téléviseurs



LED 32" HD: 159 000 Fcfa

LED 40" FULL HD SMART: 299 000 Fcfa

LED 48" FULL HD SMART: 399 000 Fcfa

LED 55" FULL HD SMART: 549 000 Fcfa

LED 65" FULL HD SMART: 999 000 Fcfa

4 Avenue FOCH - centre ville - Brazzaville Tél: 05 577 78 88 - 06 669 60 60
Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Pointe-Noire Tél: 04 453 53 53 - 05 605 60 56

CONCOURS D'ENTREE 2017 AUX CLASSES RENFORCEES DU LYCEE VICTOR AUGAGNEUR



APRES LE BEPC, FAIRE LE CHOIX DE L'EXCELLENCE

Pour la 8^{ème} année consécutive, Total E&P Congo en partenariat avec la Direction Départementale de l'Enseignement Primaire, Secondaire et de l'Alphabétisation et le Lycée Français Charlemagne, organise le concours des classes renforcées au Lycée Victor Augagneur. Soixante (60) élèves de nationalités congolaises seront sélectionnés par voie de concours (niveau troisième) pour constituer deux classes de seconde.

Ce dispositif d'excellence offre un double cursus dans les filières scientifiques : série C pour le programme congolais et série S pour le programme français.

Total E&P Congo prend en charge les frais d'inscription aux examens, les manuels scolaires et met à la disposition des élèves un cadre d'apprentissage exceptionnel (laboratoires de sciences physiques et de sciences naturelles équipés, calculatrices scientifiques, bibliothèque, salle informatique... etc.)

Si tu as entre 13 et 16 ans, tu peux déposer ton dossier de candidature du 22 mai au 07 juillet 2017 aux adresses suivantes :

- Dans les locaux de Direction Départementale de l'Enseignement Primaire, Secondaire et de l'Alphabétisation de Pointe-Noire (en face de l'agence Ecair au centre ville) ;
- Au Secrétariat du Lycée Victor Augagneur de Pointe-Noire ;
- A la représentation de Total E&P Congo de Brazzaville (villa Paule, avenue Bayardelle, en mur mitoyen avec la Direction Technique de Airtel).

Ce dossier sera constitué de :

- Notes du BEPC blanc de l'année en cours organisé par la Direction Départementale ;
- Moyennes générales de l'année en cours ;
- Bulletins scolaires des classes de 4^{ème} et de 3^{ème} ;
- 1 Copie de l'acte de naissance ;
- 2 Photos d'identité ;
- 1 Certificat de nationalité ;

07 Août
08 2017

à la suite d'une présélection sur dossier.

www.cg.total.com
f TotalCongo
Total E&P Congo
Avenue Raymond Poincaré
B.P. 761 - Pointe-Noire, République du Congo
Tél.: 00 (242) 94 60 00
Fax: 00 (242) 94 68 75






seas
SAFETY EXPERTISE

65, RUE DU POISSON SALÉ
QUARTIER MPILA - BRAZZAVILLE (Derrière SIAT)
Tel : 06 876 21 21 - 06 670 49 13
adminbrazza@seas-services.com

DETECTION & EXTINCTION INCENDIE
Centrales incendies, détecteurs, extincteurs, RIA...
DETECTION DE GAZ & PROTECTION RESPIRATOIRE
Détecteurs mono et multi gaz, appareils respiratoires...

VENTE - MAINTENANCE - LOCATION - CONSEIL - CERTIFICATION

EXAMEN D'ÉTAT 2017

Des sessions spéciales du BEPC et BET pour les candidats de Linzolo

Les épreuves écrites du brevet d'études du premier cycle (BEPC) se sont déroulées du 20 au 23 juin dans la quasi-totalité des centres retenus sauf à Linzolo, dans le département du Pool.

Perturbés à la suite d'une tentative d'incursion des Ninjas Nsiloulous de Frédéric Bintsamou, alias pasteur Ntumi, le 20 juin, les candidats inscrits au BEPC au CEG de Linzolo passeront une session spéciale à compter du 26 juin. En effet, c'était le mardi aux environs de 6 heures qu'un groupe de Ninjas a tenté de s'emparer des malles de l'examen. Informées de cette situation, les autorités avaient déployé un dispositif sécuritaire impressionnant afin de repousser les assaillants et récupérer les malles. Le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation qui a donné cette information à la presse a indiqué que plusieurs élèves ont été exfiltrés ainsi que les membres du jury à Nnganga-Lingolo et d'autres à Brazzaville.

Un taux record d'absence à travers le pays

Sur les 114 006 candidats enregistrés au BEPC, session de juin 2017, nombreux ont manqué à l'appel. C'est le cas à Pointe-Noire où plus de 1000 ne se sont pas présentés pour des raisons diverses. Du côté des organisateurs, on évoque, entre autres, des mesures judiciaires prises contre des fraudeurs, car nombreux sont des Congolais qui composent parfois à la place des vrais candidats. Les causes sont à rechercher dans les conditions de précarité des parents. Il y a certains élèves qui abandonnent leurs études en milieu scolaire par manque de soutien. D'autres, déjà presque adultes

en classe de 3e, préfèrent exercer de petits métiers, des candidats doublement enregistrés, ainsi que des personnes qui présentent l'examen à la place des vrais candidats qui se rétractent au dernier moment craignant d'être surpris par les surveillants ou les membres du jury.

Dans le département des Plateaux,

Une organisation encore à parfaire

Contrairement au calme quelque peu observé pendant le baccalauréat, le BEPC laisse croire que des vieux démons existent encore dans l'organisation des examens d'État. Même si des cas de fuite des sujets ne sont pas encore confirmés, certains centres du

pain sur la planche au chef de centre, Pierrette Ngassaki qui se pliait en deux pour faire face aux comportements déplorables de certains candidats.

À Inkouélé, le chef du centre, Simon Malonga, n'a pas eu trop de soucis face aux 115 candidats qui ont inauguré le nouveau bâtiment du CEG Denis Christel Sassou

des antisèches communément appelés « bébés lili » avant le lancement de l'épreuve de dictée-question. Les bruits de couloirs épinglent aussi le centre de Ngo qui n'a pas échappé aux marchands d'illusion.

Selon des témoignages, la ville de Brazzaville n'a pas fait exception. Quelques cas de tentative de fraude ou de fraude ont été signalés dans certains centres dont AA Neto, dans le 6^e arrondissement Talangaï. À cela s'ajoutent les « faux surveillants » dont certains ont été démasqués dès le premier au lycée Thomas Sankara, dans le 9^e arrondissement, Djiri. Dans la Cuvette, les choses semblent être bien passées.

Le ministre de tutelle, Anatole Collinet Makosso, qui a supervisé les épreuves dans certains centres de Pointe-Noire n'a pas non plus remarqué quelque chose pouvant entacher la crédibilité de l'examen. Selon lui, la fraude n'est plus simplement le fait des élèves mais aussi des groupes organisés. Il s'agit des grandes personnes qui encouragent, reconnaît-il, la fraude en traitant des sujets hors des salles d'examen avant de transférer les corrigés aux élèves. L'autre phénomène consiste, d'après le ministre, à utiliser des lycéens ou des étudiants dans les salles d'examen à la place des vrais candidats.

« Le comportement des élèves dans l'ensemble est exemplaire, exception faite de quelques cas. Je pense que nous avons quand même atteint un niveau de conscience assez élevé de la part des enseignants, des membres du jury, des élèves, exception faite de quelques personnes indélicates », a souligné le ministre dans un centre à Pointe-Noire.

Parfait Wilfried Douniama

Le ministre de l'Enseignement technique et professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi, Nicéphore Antoine Thomas Fylla Saint-Eudes a lui aussi annoncé le vendredi, la reprise pour le 26 juin, du Brevet d'étude technique au centre du lycée technique Amilcar Cabral, à Linzolo dans la partie sud de Brazzaville

Le centre regroupait 279 candidats dont 72 officiels et 207 libres. Ces apprenants n'avaient pas pu achever l'examen lors de la session normale tenue il y a quelques semaines à cause des perturbations occasionnées par les ex-miliciens ninjas dans cette partie de la capitale.

Cette session spéciale est prévue du lundi à mercredi de sorte que, a expliqué le ministre, les résultats ne connaissent aucun retard dans leur publication.

Celui-ci a invité les candidats au travail car, l'examen, a-t-il dit, ne sera pas facile malgré le choc subi par les élèves. Le traitement sera le même avec ceux qui ont passé l'examen dans les conditions normales, a martelé le ministre Fylla Saint-Eudes. « Nous pouvons vous rassurer que ce ne sera pas une année perdue pour les élèves de ce centre. Vous allez compétir avec des nouvelles matières. Ça ne sera pas aussi une faveur. Vous aurez donc à mériter votre examen parce que nous souhaitons que vous soyez les hommes et les femmes de qualité. On ne peut pas faire un don à l'examen bien que nous prenons en compte les difficultés psychologiques que vous avez subies », a-t-il indiqué.

Le ministre a, par ailleurs, félicité le courage du personnel d'encadrement qui a réussi à ramener à Brazzaville les malles et les enfants sans dégâts. Le B.E.T aurait été à reprendre sur l'ensemble du territoire national, précise-t-il, si les malles avaient été détruites. « Nous savons que vous êtes dans un état psychologique difficile compte tenu des événements connus. A cet effet, les instructions ont été données au directeur de cabinet pour qu'une prise en charge multiforme soit mise en œuvre en ce qui concerne la gestion physique et l'alimentation des apprenants », a-t-il conclu.

Lydie Gisèle Oka

ou note également quelques cas d'absence dont à Gamboma. A Mossendé, dans la sous-préfecture d'Ongoni par exemple, une candidate qui ne s'était pas présentée le premier jour a fait son apparition le jour suivant.

pays ont posé quand même problème aux membres du jury. Dans certaines localités comme Ollombo, dans les Plateaux, les agents de la force publique étaient à peine visibles surtout le 2e jour de l'examen, de quoi à donner du

N'Guesso de la localité.

À Gamboma par contre, les éléments de la gendarmerie ont aidé les membres du jury. Ils ont pu mettre la main sur plus d'une trentaine de candidats qui possédaient par devers eux



LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un **Espace de Vente**

Une sélection unique de la **LITTÉRATURE CLASSIQUE**

(africaine, française et italienne)

Essais, Romans, Bandes dessinées, Philosophie, etc.



Un **Espace culturel** Pour vos **Manifestations** :

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

Horaires d'ouverture:

Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

SITUATION DANS LE POOL

Des besoins humanitaires chiffrés à plus de 10 milliards FCFA

Le rapport sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des déplacés du département du Pool, présenté le 23 juin par le gouvernement et le Système des Nations unies, indique que le nombre de personnes ayant quitté leurs domiciles est passé de 12 986 en juin 2016 à plus de 81 000 en mai 2017.

L'enquête sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle auprès d'une partie des déplacés du Pool a été organisée du 11 au 18 mai dernier par le ministère des Affaires sociales, de l'Action humanitaire et de la Solidarité ainsi que celui de la Santé et de la Population, en partenariat avec le Système des Nations unies avec l'appui des ONG Caritas. Elle a concerné certaines localités ayant reçu des déplacés comme Mbandza-Ndounga, Louingui, Voungouta et Kinkala, dans le Pool, Loutété, villages Moutélé et Sonel (district de Yamba), dans la Bouenza. À cela s'ajoutent ceux accueillis dans les familles à Brazzaville. En effet, les résultats indiquent que le nombre a été multiplié par six en moins d'un an et le taux de malnutrition aiguë global parmi les enfants déplacés de moins de 5 ans est de 17,3%, dépassant ainsi le seuil d'urgence établi par l'OMS. S'agissant des dé-



La séance de travail entre les membres du gouvernement et ceux du système des Nations unies (Adiac)

placés de la Bouenza n'ayant pas encore reçu une aide humanitaire conséquente, le taux de malnutrition a atteint 20,4% contre 12,8% parmi les enfants déplacés du Pool qui ont bénéficié d'une assistance humanitaire même limitée. Concernant l'insécurité alimentaire, les résultats de l'enquête estiment que 51,3% des ménages déplacés dirigés par des hommes sont affectés contre 54,4% pour ceux tenus par des femmes. Donc, les ménages des déplacés font face à de grandes difficultés d'accès à la nourriture et aux besoins

élémentaires de base de tout genre.

Selon le gouvernement et ses partenaires et techniques et financiers, cette situation présente un risque élevé de taux de mortalité parmi les enfants. D'où l'urgence d'acheminer une assistance alimentaire et nutritionnelle. « Il est nécessaire de mobiliser urgemment des ressources supplémentaires permettant de garantir une meilleure assistance humanitaire et sanitaire aux personnes déplacées. Pour continuer à fournir une assistance hu-

manitaire d'urgence dans les six prochains mois, les Nations unies ont immédiatement besoin de 20 657 345 USD », souligne le rapport.

Cette enveloppe estimée à plus de 10 milliards FCFA permettra d'apporter une assistance alimentaire et nutritionnelle essentielle pour réduire la malnutrition chez les populations déplacées. En effet, actuellement en compte 24 404 déplacés qui ont trouvé refuge dans d'autres localités du Pool, 28 535 dans la Bouenza et 28 090 à Brazzaville. « C'est à l'issue de la mission que nous

prévoyons dans les tout prochains mois que nous saurons exactement quels sont les besoins qui vont au-delà des ceux des populations déplacées que nous avons déjà identifiées dans la Bouenza, dans le Pool et à Brazzaville », a indiqué la ministre des Affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité, Antoinette Dinga Dzondo.

Pour rappel, depuis la survenue de la crise du Pool au lendemain de l'attaque à mains armées des quartiers sud de Brazzaville, le 4 avril 2016, le gouvernement et le système des Nations unies avaient effectué deux missions d'évaluation conjointe. Ces missions dont la première s'est déroulée en juin et la deuxième en novembre 2016 à Brazzaville ont déjà relevé une situation humanitaire difficile. Ce qui a poussé le ministère des Affaires sociales à une première assistance complétée par la suite par le Système des Nations unies et les ONG. La troisième dont les résultats ont été publiés, le 23 juin, visait principalement à compléter les informations secondaires existantes avec une collecte de données primaires au niveau des ménages sur la situation humanitaire et nutritionnelle de la population cible dans les zones accessibles.

Parfait Wilfried Douniama

RÉFLEXION

Réformer l'Europe, oui mais comment ?

Le Sommet qui s'est tenu à Bruxelles en fin de semaine dernière l'a confirmé de façon claire : l'Europe, la vieille Europe, qui domina le monde pendant des siècles, est de nouveau à la recherche d'elle-même. Ayant réussi à faire taire ses différends pour construire une communauté pacifiée et ambitieuse au sortir des deux guerres mondiales que l'affrontement fratricide de ses principales puissances avait provoquées, elle se trouve en effet confrontée à des dissensions internes dont le « Brexit » – départ programmé du Royaume Uni – n'est que la partie émergée.

S'il en va ainsi c'est que deux conceptions du futur de l'Union s'affrontent à fleurets mouchetés au sein même de la gouvernance européenne, deux conceptions que l'on peut résumer ainsi, de façon quelque peu caricaturale certes mais proche de la réalité :

° La première conception est celle que l'Allemagne a imposée au lendemain de sa réunification à ses deux principaux partenaires que sont la France et l'Angleterre : ouvrir l'Europe le plus vite et le plus largement possible en englobant les pays de l'Est que dominait jusqu'alors la Russie et constituer ainsi une sorte

de confédération de vingt-cinq à trente Etats dont la capitale allemande, Berlin, constituerait le cœur géographique et politique.

° La deuxième conception est celle que les Pères de l'Europe avaient imaginée dès le début des années cinquante afin de mettre une fois pour toutes le Vieux continent à l'abri des tentations hégémoniques de l'une ou l'autre des puissances qui le dominaient depuis des siècles : constituer une communauté de six à dix nations qui s'uniraient progressivement afin de construire au final une fédération dont les Etats-Unis d'Amérique seraient peu ou prou le modèle.

La première conception, qui semblait mieux adaptée aux dures réalités du temps présent, a démontré ses limites tout au long des dernières années. Elle a, d'abord, transformé les institutions de Bruxelles en une machine technocratique sur laquelle les Etats et les gouvernements ont de moins en moins prise. Elle a, ensuite, provoqué des fêlures au sein de l'Union, fêlures que l'afflux brutal des migrants en provenance du grand Sud a révélé de façon crue ces derniers mois. Elle a, enfin, empêché l'Europe d'avoir une politique monétaire, une stratégie militaire, une diplomatie cohérente.

Bref, elle a démontré tout à la fois son inanité et sa dangerosité. D'où le mouvement qui s'esquisse sous nos yeux et qui fera de la deuxième conception le nouveau moteur de la construction européenne avec la mise en place de l'Europe à deux vitesses dont le nouveau président français, Emmanuel Macron, veut manifestement être le pilote.

Ce changement s'opèrera, semble-t-il, sur deux plans éminemment stratégiques :

° En premier lieu, la finance et la monnaie, avec la création d'une véritable communauté économique qui sera édiflée autour de l'euro, qui amènera les pays membres du premier cercle à mettre en place un ministère chargé de gérer en bon père de famille les finances de l'Union, qui obligera les Etats à ramener leur dette publique à un taux acceptable, qui protégera les économies nationales contre les excès du libre-échange, qui organisera une répartition plus juste des aides entre les Etats.

° En second lieu, la défense, avec la montée en puissance de l'Allemagne sur le plan de l'armement classique, la modernisation de l'arsenal nucléaire de la France qui devient dangereusement obsolète, l'instauration d'un mécanisme

d'intervention extérieur suffisamment puissant pour apporter aux pays du Sud l'appui qui leur fait aujourd'hui cruellement défaut dans leurs tentatives de se protéger contre le terrorisme, la criminalité, les trafics de toute nature qui prolifèrent dans les zones de non droit.

La dégradation continue de la situation en Méditerranée, en Afrique du Nord et dans la zone du Sahel amènera l'Europe nouvelle qui se dessine à prendre très vite en compte, d'une part, ses responsabilités dans ce nouveau drame humain, d'autre part, les dangers extrêmes que celui-ci fait courir à l'Europe tout entière. D'où ce conseil que les dirigeants africains feraient bien de prendre en compte sans plus attendre : expliquer par les moyens appropriés aux dirigeants du Vieux continent qu'ils ne pourront pas relever les défis auxquels ils sont confrontés s'ils continuent de tenir leurs partenaires africains pour quantité négligeable.

L'heure du réalisme étant venue, une telle démarche collective changerait radicalement la donne sur la scène internationale. Et l'Afrique comme l'Europe en tireraient à coup sûr de grands, très grands bénéfices.

Jean-Paul Pigasse